

# APPEL D'OFFRES (RFP)

## TRAVAUX - CONSTRUCTION

<b>Intitulé du projet :</b>	Dépollution des lits et berges de 14 rivières en Polynésie française
<b>Nature des travaux</b>	Travaux de nettoyage des rivières
<b>Lieu :</b>	Polynésie Française
<b>Date de publication :</b>	29/11/2022
<b>Date de clôture :</b>	10/01/2023
<b>Référence CPS :</b>	RFP22-4768

## Sommaire

<b>PARTIE 1 : INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1.1 À PROPOS DE LA COMMUNAUTE DU PACIFIQUE (CPS)	4
1.2 ACTIVITES D'ACHAT DE LA CPS	4
1.3 PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES (RFP) DE LA CPS	4
<b>PARTIE 2 : INSTRUCTIONS À L'ATTENTION DES SOUMISSIONNAIRES</b>	<b>6</b>
2.1 CONTEXTE	6
2.2 INSTRUCTIONS DE SOUMISSION	6
2.3 ÉCLAIRCISSEMENTS	7
2.4 ÉVALUATION	7
2.5 ATTRIBUTION DU CONTRAT	8
2.6 PRINCIPALES ECHEANCES	8
2.7 ASPECTS JURIDIQUES ET CONFORMITE	8
2.8 PROCEDURE DE RECLAMATION	10
<b>PARTIE 3 : PERIMETRE DES TRAVAUX - CAHIER DES CHARGES</b>	<b>11</b>
<b>A. CONTEXTE DE L'APPEL D'OFFRES</b>	<b>11</b>
A. PROJET PROTEGE	11
B. THEME 3 : EAU	11
C. CONTEXTE DE LA PRESTATION	11
<b>1. OBJET DES TRAVAUX</b>	<b>12</b>
A. DESCRIPTION DU BESOIN	12
B. DELAI D'INTERVENTION	13
<b>2. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>13</b>
A. CONTRACTUALISATION ET SUIVI DE LA PRESTATION	13
B. CLAUSES DE CONFIDENTIALITE	13
<b>ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES</b>	<b>14</b>
<b>PARTIE 4 : GRILLE D'ÉVALUATION DES OFFRES</b>	<b>44</b>
4.1 COMPETENCES REQUISES ET PONDERATION	44
4.2 ÉVALUATION FINANCIERE	44
<b>PARTIE 5 : FORMULAIRES DE SOUMISSION DE L'OFFRE</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE 1 : LETTRE DE SOUMISSION</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE 2 : DÉCLARATION DE CONFLIT D'INTÉRÊTS</b>	<b>46</b>
<b>ANNEXE 3 : INFORMATIONS SUR LE SOUMISSIONNAIRE ET DILIGENCE RAISONNABLE</b>	<b>48</b>
INFORMATIONS SUR LE FOURNISSEUR	48
DILIGENCE RAISONNABLE	48
RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)	49
PIECES JOINTES A FOURNIR (le cas échéant)	50

<b>ANNEXE 4 : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE TECHNIQUE</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXE 5 : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIÈRE</b>	<b>53</b>

## Partie 1 : INTRODUCTION

### 1.1 À propos de la Communauté du Pacifique (CPS)

La Communauté du Pacifique (CPS), principale organisation scientifique et technique de la région Pacifique, a été créée par voie de traité en 1947, à la signature de la convention créant la Commission du Pacifique Sud (Convention de Canberra).

Le siège de la CPS est établi à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) et l'Organisation compte des bureaux régionaux aux Fidji, aux États fédérés de Micronésie et à Vanuatu, ainsi qu'un bureau en France. La CPS mène des activités dans l'ensemble du Pacifique et emploie des agents dans presque tous ses États et Territoires insulaires océaniques membres.

La CPS œuvre en faveur du bien-être des Océaniques en mobilisant la science et le savoir à l'aide de méthodes efficaces et novatrices, s'appuyant sur une compréhension fine des spécificités et des cultures des populations du Pacifique. Unique en son genre, l'Organisation intervient dans plus de 20 secteurs d'activité. La CPS est renommée pour ses connaissances et sa capacité d'innovation dans des domaines tels que les sciences halieutiques, la veille sanitaire, les géosciences et la conservation des ressources phytogénétiques pour la sécurité alimentaire.

Pour en savoir plus sur la CPS et sur notre travail, rendez-vous sur notre site Web : <https://spc.int/fr>.

### 1.2 Activités d'achat de la CPS

Les activités d'achat de la CPS reposent sur plusieurs principes : une déontologie exigeante, le rapport qualité-prix, la libre concurrence et la responsabilité sociale et environnementale, conformément à notre Politique relative aux achats.

La Politique relative aux achats de la CPS fournit un cadre à l'Organisation pour lui permettre d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour ses achats ; de faire la preuve de sa probité financière et de rendre des comptes à ses pays membres et à ses partenaires du développement ; de gérer et prévenir les conflits d'intérêts qui pourraient se produire ; de réduire son impact environnemental et de gérer les autres risques éventuels.

À la CPS, tous les achats suivent les mêmes grandes étapes : planification ; définition des besoins ; demande d'achat ; invitation à soumissionner ; évaluation ; attribution ; réception ; et paiement. Les procédures applicables varient selon le montant des biens, des services ou des travaux à acheter.

Pour toute information ou demande sur les activités d'achat de la CPS, veuillez consulter les pages de notre site Web consacrées aux achats : <https://www.spc.int/fr/achats> ou envoyer un courriel à l'adresse [procurement@spc.int](mailto:procurement@spc.int).

### 1.3 Processus d'appel d'offres (RFP) de la CPS

À la CPS, tout achat d'un montant estimé supérieur à 45 000 euros doit être publié par voie d'appel d'offres (RFP) et le comité des achats doit évaluer toutes les offres reçues afin de déterminer laquelle présente le meilleur rapport qualité-prix.

Le présent appel d'offres présente les exigences de la CPS et vous invite à répondre par écrit, en tant que soumissionnaire, en indiquant votre prix et d'autres informations obligatoires dans un format donné. L'appel d'offres contient des instructions détaillées et des modèles pour vous permettre de présenter une offre conforme. Vous y trouverez également le calendrier général ; les critères d'évaluation que la CPS utilisera pour évaluer les soumissions ; ainsi que des explications sur les modalités administratives de réception des offres, et sur la manière dont les soumissionnaires peuvent demander des informations supplémentaires.

En soumissionnant, vous confirmez votre acceptation des conditions de participation au processus d'appel d'offres définies par la CPS.

## Partie 2 : INSTRUCTIONS À L'ATTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Contexte

La CPS vous invite à soumettre une offre pour la livraison des travaux définis dans la [partie 3](#).

La CPS a publié cet appel d'offres sur son site Web et est susceptible de l'envoyer directement à des fournisseurs potentiels. Tous les fournisseurs reçoivent les mêmes spécifications et autres exigences en matière de soumission.

La CPS a élaboré les présentes instructions afin de guider les soumissionnaires potentiels et de veiller à ce que chaque offre soit examinée de manière égale et équitable.

Veuillez lire soigneusement les instructions avant de soumettre votre offre. Pour que votre offre soit examinée, vous devez fournir toutes les informations requises avant la date de clôture et au format exigé.

### 2.2 Instructions de soumission

L'offre que vous déposez doit être claire, concise et complète et seules les informations exigées pour la réponse au présent appel d'offres doivent y figurer. Veuillez noter que vous pourriez être pénalisé ou exclu du processus de passation de marché si votre offre contient des ambiguïtés ou manque de clarté.

Votre offre doit comprendre les documents suivants (Annexes de la [partie 5](#) de l'appel d'offres) :

#### Offre technique

- a) Lettre de candidature du soumissionnaire (**Annexe 1**) ;
- b) Déclaration de conflit d'intérêts (**Annexe 2**) ;
- c) Informations sur le soumissionnaire et formulaire de diligence raisonnable (**Annexe 3**) ;
- d) Formulaire de soumission de l'**Offre Technique** (**Annexe 4**)
- e) Les documents complémentaires demandés dans le formulaire de soumission de l'Offre Technique :
  - Une présentation du soumissionnaire **en 3 pages maximum**, incluant ses références sur des prestations similaires et ses qualités au regard de la prestation attendue.
  - Une note méthodologique **en 6 pages de narratif maximum (+ 1 annexe)**, intégrant :
    - La méthodologie mise en œuvre pour assurer la réalisation des différents lots en simultanée
    - Les modalités de préparation du chantier, de sécurisation des zones, d'intervention, de supervision et de contrôle interne
    - Le calendrier de réalisation des travaux (périodes et délais d'exécution)
    - Le tableau de synthèse en **Annexe** détaillant par lot :
      - Les moyens matériels mis en œuvre
      - Les moyens humains déployés
      - La durée de l'intervention comprenant les phases de mobilisation / démobilisation
  - Les CVs non nominatifs du personnel qui interviendrait pour la prestation (**2 pages maximum par intervenant**)

#### Offre financière

- f) Formulaire de soumission de l'**Offre financière** (**Annexe 5**)
- g) **Le bordereau de prix** (**Annexe 6 en version Excel**)

Votre offre doit être soumise en **deux courriels distincts**.

Vous devez présenter votre **Offre Technique** (Annexes 1 à 4 et tous leurs documents d'accompagnement) en français sous forme de pièce jointe à l'un des courriels. Aucune information financière ne doit figurer dans l'**Offre Technique**.

Vous devez présenter votre **Offre Financière** (Annexe 5) dans un courriel séparé. Tous les prix de l'offre doivent apparaître en **CFP**. Votre offre financière doit être protégée par mot de passe. La CPS vous le demandera en cas de besoin.

Les deux courriels doivent être envoyés à [procurement@spc.int](mailto:procurement@spc.int) avec en objet : **Soumission RFP22-4768**.

Votre offre doit être reçue au plus tard le **10/01/2023 à 15h00 (heure de Nouvelle-Calédonie)**. Une seule offre par soumissionnaire est autorisée.

La CPS enverra un accusé de réception officiel pour chaque offre reçue avant la date limite.

La CPS se réserve le droit de ne pas examiner toute offre reçue hors des délais fixés, dont les informations ne sont pas complètes ou qui est présentée dans un format incorrect.

### 2.3 Éclaircissements

Vous pouvez poser des questions ou demander des éclaircissements sur tout point en lien avec le présent appel d'offres. Les questions doivent être communiquées par écrit à [procurement@spc.int](mailto:procurement@spc.int) avec en objet : **Demande d'éclaircissements RFP22-4768**. La date limite de dépôt des demandes d'éclaircissements est le **16/12/2022 à 10h00 (heure de Nouvelle-Calédonie)**.

Les informations sur toutes les communications entre la CPS et les soumissionnaires seront conservées afin d'aider la CPS à garantir la transparence du processus d'achat. Bien que l'Organisation privilégie les communications écrites dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, en cas d'appel téléphonique ou de conversation, la CPS conserve une trace ou un compte rendu de l'échange avec les soumissionnaires potentiels.

### 2.4 Évaluation

#### Validité

Chaque offre est évaluée par un Comité d'ouverture des plis qui détermine si elle respecte les exigences requises en matière de recevabilité. À ce stade, un contrôle minimal de diligence raisonnable sera également effectué.

Pour étayer l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la CPS se réserve le droit de demander au soumissionnaire des éclaircissements sur son offre ou des informations complémentaires. La demande d'éclaircissements se fera par écrit.

#### Aspects techniques

Toutes les offres valables sont évaluées au regard des critères d'évaluation techniques définis dans la partie 4. Les critères sont pondérés en fonction de leur importance relative. La CPS ne modifiera les critères d'évaluation définis dans l'appel d'offres à aucun moment du processus d'achat. Toute modification des critères d'évaluation donnera lieu à une nouvelle publication de l'appel d'offres.

Les soumissionnaires doivent se renseigner sur le contexte local et en tenir compte pour préparer leur offre. Lorsque des qualifications minimales sont demandées sous la forme de critères d'évaluation spécifiques (pouvant inclure des diplômes, une accréditation ou un certificat professionnel, une licence, une expérience ou une expertise particulière) les offres soumises doivent nécessairement remplir ces critères.

#### Aspects financiers

Toute offre répondant aux exigences minimales de l'évaluation technique accèdera à l'étape d'évaluation financière.

Pendant l'évaluation financière, en cas d'incohérence entre le prix unitaire et le prix total, le prix le moins

élevé prévaut. En cas d'incohérence entre des montants exprimés en chiffres et des montants exprimés en lettres, ces derniers prévalent.

Le coût total de l'offre doit être présenté toutes taxes comprises conformément à la législation applicable et ne peut être soumis à révision.

## 2.5 Attribution du contrat

La CPS peut attribuer le contrat une fois que le Comité des achats a établi qu'un soumissionnaire répond aux exigences définies et qu'il a été établi que l'offre de ce dernier est la plus conforme aux documents de l'appel d'offres, qu'elle garantit le meilleur rapport qualité-prix et qu'elle sert au mieux les intérêts de la CPS.

Les [Conditions Générales Contractuelles](#) de la CPS s'appliquent à tout contrat attribué dans le cadre du présent appel d'offres, sauf accord contraire. Toute demande de modification des conditions générales contractuelles doit être annoncée dans l'offre.

L'attribution du marché se fera par signature d'un contrat écrit et daté par les deux parties.

## 2.6 Principales échéances

Reportez-vous au calendrier d'achat proposé dans le tableau ci-dessous. Ce calendrier n'est fourni qu'à titre indicatif et, bien que la CPS n'ait pas l'intention d'y déroger, elle se réserve le droit de le faire à tout moment.

ÉTAPE	DATE
Publication de l'appel d'offres	29/11/2022
Date limite pour les demandes d'éclaircissements	16/12/2022
Date de clôture de l'appel d'offres	10/01/2023

## 2.7 Aspects juridiques et conformité

**Protection des enfants et des adultes vulnérables :** La CPS s'engage en faveur du bien-être enfants et des adultes vulnérables. Tous les prestataires de la CPS doivent s'engager à respecter les principes de la politique de l'Organisation relative aux enfants et aux adultes vulnérables ([paragraphe XI.G du Recueil des politiques relatives au personnel](#)). En cas d'infraction à cette obligation, la CPS peut résilier tout contrat avec un soumissionnaire retenu. Toute allégation de faute potentielle en lien avec le présent appel d'offres concernant des enfants ou des adultes vulnérables doit être envoyée à [complaints@spc.int](mailto:complaints@spc.int).

**Confidentialité :** Sauf en cas d'accord conclu avec la CPS par avance ou si le contenu de l'appel d'offres est déjà dans le domaine public au moment de sa **communication** au soumissionnaire, les soumissionnaires doivent considérer en toutes circonstances le contenu de l'appel d'offres et de ses documents connexes comme confidentiels. La CPS respectera également la confidentialité des informations qu'elle reçoit des soumissionnaires.

**Conflit d'intérêts :** Les soumissionnaires sont tenus de prendre toutes les mesures requises pour prévenir une situation de conflit d'intérêts. Vous devez informer la CPS par écrit, et dans les meilleurs délais, de toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts lors du processus d'appel d'offres. Si vous avez un lien familial avec un-e membre du personnel de la CPS, vous devez le déclarer ; votre participation au processus d'appel d'offres devra alors être approuvée. Le non-respect de cette obligation peut entraîner l'exclusion du soumissionnaire du processus d'appel d'offres ou la résiliation par la CPS de tout contrat conclu avec un soumissionnaire retenu.

**Coût de la préparation des soumissions :** La CPS ne pourra en aucun cas être tenue responsable des coûts de soumission d'une offre, des dépenses, du travail ou des efforts susceptibles d'être engagés en lien avec la

soumission d'une offre (y compris si le processus d'achat est interrompu ou modifié par la CPS).

**Devis, validité, droits, taxes :** Sauf demande contraire spécifique, toutes les offres doivent être libellées en francs Pacifique et nettes de tout impôt et taxe direct ou indirect. Elles restent valables pendant 120 jours à compter de la date de clôture. Le soumissionnaire retenu est tenu par son offre pendant 60 jours supplémentaires après avoir été informé de sa sélection en vue de l'attribution du contrat. Durant cette période, aucune variation de prix due à une révision des prix, à l'inflation, à la fluctuation des taux de change ou à d'autres facteurs liés au marché ne saurait être acceptée.

**Admissibilité :** Si les soumissionnaires font l'objet d'une sanction ou d'une suspension temporaire imposée par une organisation internationale, ou d'une procédure de faillite, ils sont tenus d'en informer la CPS. Vous ne pouvez pas être en faillite, faire l'objet d'une suspension ou d'une exclusion par une organisation internationale ou être considéré par une telle organisation comme inéligible. Le fait de ne pas divulguer ces informations peut donner lieu à une exclusion et à la résiliation de tout contrat conclu entre la CPS et le soumissionnaire.

**Fraude et corruption :** La CPS ne tolère aucune forme de fraude ou de corruption. Tous les prestataires ont l'obligation de signaler les cas de fraude et de corruption potentiels. Le non-respect de cette obligation peut entraîner l'exclusion du soumissionnaire du processus d'appel d'offres ou la résiliation par la CPS de tout contrat conclu avec un soumissionnaire retenu. Toute allégation de faute potentielle commise par un membre du personnel de la CPS ou par un prestataire en matière de fraude ou de corruption peut être envoyée à [complaints@spc.int](mailto:complaints@spc.int).

**Bonne foi :** Les informations figurant dans le présent appel d'offres sont fournies par la CPS en toute bonne foi. Le caractère adéquat, exact, exhaustif ou raisonnable du présent appel d'offres ou de toute information fournie par la CPS en lien avec celui-ci ne fait et ne fera l'objet d'aucune déclaration, garantie, assurance ou engagement (explicite ou implicite), et la CPS ne saurait en être tenue responsable.

**Modifications :** Les éclaircissements, corrections ou modifications quels qu'ils soient seront publiés sur le site Web de la CPS avant la date limite de soumission des offres. Si un soumissionnaire a présenté une offre avant un éclaircissement, une correction ou une modification apportée à un appel d'offres, il en sera informé et il pourra modifier son offre. Même en cas de modification, l'offre devra être reçue avant la date limite.

**Absence d'offre de contrat ou d'invitation à conclure un contrat :** Le présent appel d'offres ne constitue pas une proposition de contrat ni une invitation de la CPS à conclure un contrat avec vous.

**Protection des données personnelles :** Le soumissionnaire doit respecter la législation applicable et la réglementation en vigueur concernant l'utilisation des données personnelles divulguées aux fins de cet appel d'offres. La CPS traite toute information personnelle reçue dans le cadre du présent appel d'offres conformément à sa [Politique de protection des renseignements personnels](#) et aux [Directives relatives au traitement des renseignements personnels des soumissionnaires et des demandeurs de subventions](#).

**Droit de modifier, de demander des éclaircissements, de se désister et de ne pas attribuer le contrat :** La CPS se réserve le droit : 1) de modifier, de compléter ou de supprimer à tout moment le présent appel d'offres, en totalité ou en partie, ou de relancer un appel d'offres sur la même base ou sur une autre base ; 2) de demander des éclaircissements ou des documents concernant l'offre déposée par tout soumissionnaire ; 3) de choisir de ne pas attribuer de contrat à l'issue du présent appel d'offres ; 4) d'apporter toute modification qu'elle estime nécessaire au calendrier, à la structure ou au contenu du processus d'achat, en fonction des processus d'approbation ou pour toute autre raison. Il est à noter que, si les critères d'évaluation définis dans l'appel d'offres ne peuvent être modifiés par la CPS sans que le processus d'appel d'offres ne soit relancé, celle-ci se réserve néanmoins le droit, au moment de l'attribution du contrat, de modifier la quantité de services et de biens spécifiés dans l'appel d'offres et d'accepter ou de décliner toute offre à tout moment, avant l'attribution du contrat, sans engager sa responsabilité vis-à-vis du soumissionnaire concerné ni être tenue d'informer le(s) soumissionnaire(s) concernés(s) des motifs de la mesure prise par la CPS.

**Droit de disqualification :** La CPS se réserve le droit de disqualifier : 1) tout soumissionnaire qui soumet une

offre sans respecter les instructions données dans le présent appel d'offres ; 2) tout soumissionnaire qui donne de fausses informations à la CPS ; 3) tout soumissionnaire qui sollicite directement ou indirectement l'aide d'un·e employé·e de la CPS en vue de l'attribution d'un contrat.

**Utilisation du contenu de l'appel d'offres** : Les soumissionnaires ne doivent pas utiliser le contenu d'un appel d'offres ou de tout autre document connexe dans un but autre que celui de soumettre ou d'envisager de soumettre une offre à la CPS.

**Garantie, déclaration, assurance, engagement** : Le soumissionnaire déclare savoir et convient que nul n'a le pouvoir de donner une garantie, de faire une déclaration, de fournir une assurance ou de prendre un engagement au nom de la CPS au regard de tout contrat qui pourrait découler (ou non) du présent processus d'appel d'offres.

## **2.8 Procédure de réclamation**

Les soumissionnaires estimant ne pas avoir été traités avec équité au cours d'un processus d'achat de la CPS peuvent contester l'attribution du contrat, en s'adressant à [complaints@spc.int](mailto:complaints@spc.int). Le soumissionnaire doit fournir les informations suivantes : 1) ses coordonnées complètes ; 2) les détails concernant l'achat concerné ; 3) les motifs de la contestation, y compris une description de la manière dont le comportement présumé a pu se révéler défavorable au soumissionnaire ; 4) les copies de tous les documents à l'appui de la contestation ; 5) la réparation demandée.

## Partie 3 : Périmètre des travaux - Cahier des charges

### a. Contexte de l'appel d'offres

#### A. Projet PROTEGE

PROTEGE est un projet intégré qui vise à réduire la vulnérabilité des écosystèmes face aux impacts du changement climatique en accroissant les capacités d'adaptation et la résilience. Il cible des activités de gestion, de conservation et d'utilisation durables de la diversité biologique et de ses éléments en y associant la ressource en eau. Il est financé par le 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED) au bénéfice des territoires de Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Pitcairn.

L'objectif général du projet est de construire un développement durable et résilient des économies des Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) face au changement climatique en s'appuyant sur la biodiversité et les ressources naturelles renouvelables.

Le premier objectif spécifique vise à renforcer la durabilité, l'adaptation au changement climatique et l'autonomie des principales filières du secteur primaire. Il est décliné en deux thèmes :

- Thème 1 : La transition agro-écologique est opérée pour une agriculture, notamment biologique, adaptée au changement climatique et respectueuse de la biodiversité ; les ressources forestières sont gérées de manière intégrée et durable.
- Thème 2 : Les ressources récifo-lagonaires et l'aquaculture sont gérées de manière durable, intégrée et adaptée aux économies insulaires et au changement climatique.

Le second objectif spécifique veut renforcer la sécurité des services écosystémiques en préservant la ressource en eau et la biodiversité. Il se décline également en 2 thèmes :

- Thème 3 : L'eau est gérée de manière intégrée et adaptée au changement climatique
- Thème 4 : Les espèces exotiques envahissantes sont gérées pour renforcer la protection, la résilience et la restauration des services écosystémiques et de la biodiversité terrestre.

La gestion du projet a été confiée à la Communauté du Pacifique (CPS) pour les thèmes 1, 2 et 3 et au Programme Régional Océanien pour l'Environnement (PROE) pour le thème 4, par le biais d'une convention de délégation signée le 26 octobre 2018 entre l'Union Européenne, la CPS et le PROE. La mise en œuvre du projet est prévue sur 5 ans.

#### B. Thème 3 : Eau

Le Thème 3 du projet vise à faire progresser les PTOM vers une gestion de l'eau de manière plus intégrée et mieux adaptée au changement climatique. Ce thème se décline en 3 résultats attendus :

- RA9 : L'eau et les milieux aquatiques sont préservés, gérés et restaurés.
- RA10 : La résilience face aux risques naturels et anthropiques liés à l'eau est renforcée.
- RA11 : Des outils opérationnels, de coordination et d'accompagnement sont mis en place pour renforcer et pérenniser la coopération inter-PTOM et PTOM/ACP.

Les travaux de nettoyage ou dépollution attendus selon les modalités du présent cahier des charges s'inscrit dans le cadre du projet PROTEGE et vise à renforcer la protection de la ressource en eau.

#### C. Contexte de la prestation

Les déchets polluent les lits et les berges des rivières et impactent négativement la faune et flore rivulaire et

aquatique. De plus, les déchets peuvent engendrer des embâcles susceptibles d'occasionner des inondations voire la destruction des biens privés et/ou publics.

C'est dans ce contexte que la Communauté du Pacifique en collaboration avec le Diren de Polynésie française, souhaite mener des travaux de dépollution des lits et des berges de 21 cours d'eau. Les 21 cours d'eau ont été sélectionnés par la Diren sur la base des données et études sur les rivières disponibles et de son retour d'expérience.

Les critères retenus par la Diren pour la priorisation des 21 cours d'eau à traiter sont fonction de la note écologique des rivières, la présence d'importants volumes de déchets, les accès au lit de la rivière et les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux.

## 1. Objet des travaux

La Communauté du Pacifique et la Diren travaillent conjointement pour confier la réalisation d'une opération de dépollution des lits et berges de rivières sur les îles de Tahiti et de Moorea.

L'opération comprendra la collecte, le tri et le traitement des déchets qui seront retirés des lits et des berges des cours d'eau dans un périmètre défini de façon concertée entre la Diren, la commune (ou la commune associée) et l'association de protection de l'environnement intervenant sur place le cas échéant.

### A. Description du besoin

Chaque rivière constitue un lot. Le besoin est défini dans le présent cahier des charges sur la base d'une étude des gisements et du retour d'expérience de la Diren (opérations déjà conduites).

Les rivières concernées sont listées ci-après :

LOT	COMMUNE	RIVIERE
1	PUNAAUIA	Punaruu
2	PAPEETE	Vaiami
3	PAPEETE	Tipaerui
4	PAPEETE	Papeava
5	FAAA	Piafau
6	PAPEETE / PIRAE	Fautaua
7	PIRAE	Hamuta
8	ARUE	Tefaaroa
9	PIRAE	Nahoata
10	MAHINA	Tuauru
11	PAEA	Tiapa
12	TEAHUPOO	Tiirahi
13	MOOREA	Opunohu
14	MOOREA	Vaianaé

Le détail du besoin est fourni en annexe du présent cahier des charges.

**Un lauréat pourra se voir notifier la commande de plusieurs lots (plusieurs rivières). Les candidats devront donc être explicites dans leur offre concernant :**

- **Leur capacité à porter plusieurs lots en parallèle (plusieurs équipes mobilisées le cas échéant)**
- **La durée de mise en œuvre de chaque lot**

Les missions qui seront confiées au(x) prestataire(s) sélectionné(s) comprendront :

- Une visite de préparation de chantier avant le nettoyage.
- La mobilisation / démobilisation de l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation des travaux.
- Le ramassage des déchets dans les zones indiquées dans les tableaux et plans issus de l'étude du gisement de déchets détaillés à l'article 3 du présent cahier des charges.
- Le tri et stockage provisoire sur site des déchets en attente de récupération.
- Le chargement des déchets dans les camions ou bennes pour l'évacuation définitive (si nécessaire).
- Le traitement des déchets dans les filières adaptées (tous les bordereaux de traitement de déchets seront retournés à la Diren).
- Les travaux de bucheronnage des gros arbres tombés dans le lit des rivières.
- Le nettoyage et repli de chantier (les potentielles zones de stockage et de tri des déchets devront être rendues conformes à l'état initial)

## **B. Délai d'intervention**

L'ensemble des travaux devra être réalisé dans la fenêtre climatique favorable à leur réalisation, qui s'étale d'avril à octobre.

Le délai d'exécution maximum est fixé à 30 jours (hors intempéries) par lot, à partir de la commande d'exécution de chaque lot par voie électronique.

## **2. Dispositions générales**

### **A. Contractualisation et suivi de la prestation**

Un contrat sera établi par la Communauté du Pacifique avec chaque lauréat, pour un ou plusieurs lots.

Le suivi des travaux sera assuré par les équipes de la Diren de Polynésie française.

Le ou les prestataires seront donc rémunérés par la Communauté du Pacifique pour les prestations exécutées sur la base de PV de réception sans réserve.

### **B. Clauses de confidentialité**

Le prestataire s'engage à ne pas diffuser à des tiers des faits et informations dont il aura pris connaissance dans la mise en œuvre de la prestation. Le prestataire s'engage à ne pas en faire état publiquement.

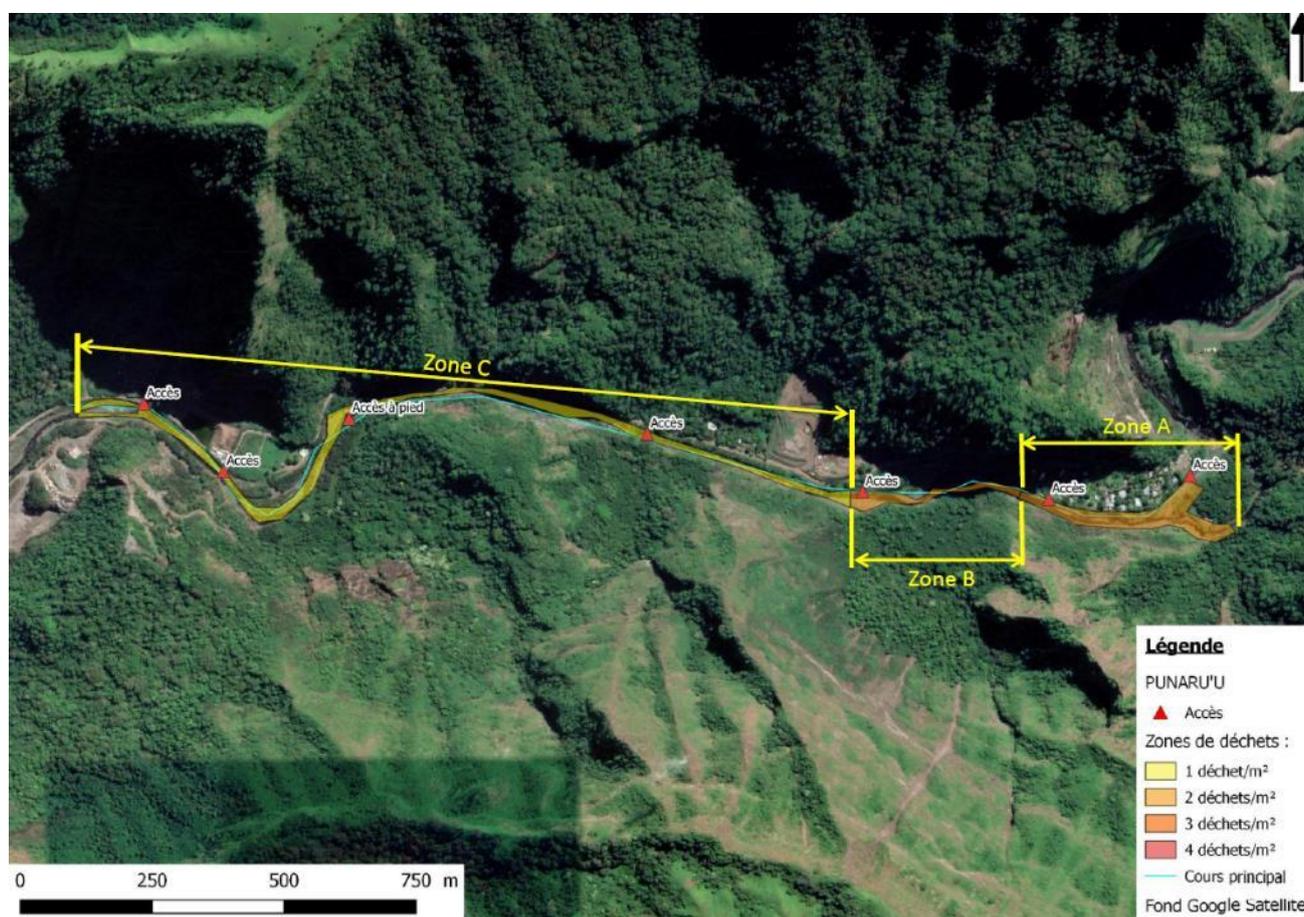
Tout manquement à cette clause pourra faire l'objet d'une rupture du contrat et d'un remboursement éventuel des frais engagés par la CPS.

## Annexes au cahier des charges

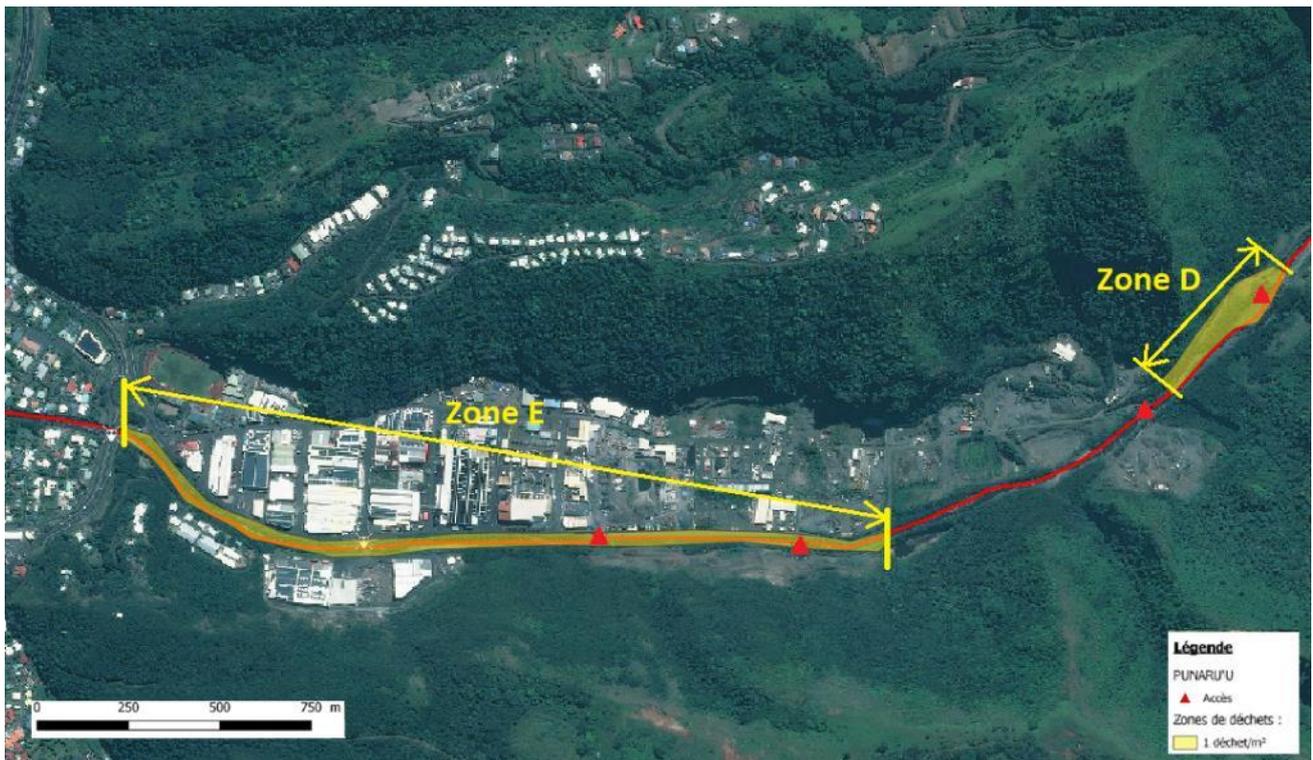
### Lot 1 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Punaruu

La Punaruu fait partie des plus grandes vallées de Polynésie et est aussi une des plus exploitée en termes d'extractions de matériaux alluvionnaires et d'occupation du lit majeur par la zone industrielle. Dans la basse et moyenne vallée, des décharges sauvages ont été recensées. La haute vallée de la Punaruu possède un très grand patrimoine culturel ainsi qu'un intérêt écologique.

Les déchets, dans cette vallée polluent le lit et les berges de la rivière et peuvent aussi engendrer des embâcles qui sont susceptibles de créer des inondations, la destruction des biens privés et/ou publics. Ainsi, pour limiter ces impacts il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 5km répartis sur plusieurs zones de la vallée et particulièrement en rive droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont sur les plans ci-dessous. Il s'agit ici de cibler les zones en amont de la basse vallée, vers la zone industrielle, ainsi que les endroits ayant le plus d'habitations et donc les plus polluées.



Plan gisement des déchets Punaruu - Amont



*Plan gisement des déchets Punaruu – Zone industrielle*



*Plan gisement des déchets Punaruu – Embouchure*

## Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Le linéaire le plus pollué équivaut à 1,2km de la rivière Punaruu au niveau de la zone D (spot appelé le « carré » par les amateurs de car-basses).

Sur ce linéaire, il est estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 8,7kg/m (Cf. Retour d'expérience suite aux précédentes opérations de nettoyage des rivières de 2017-2018-2019-2020).

La répartition est la suivante :

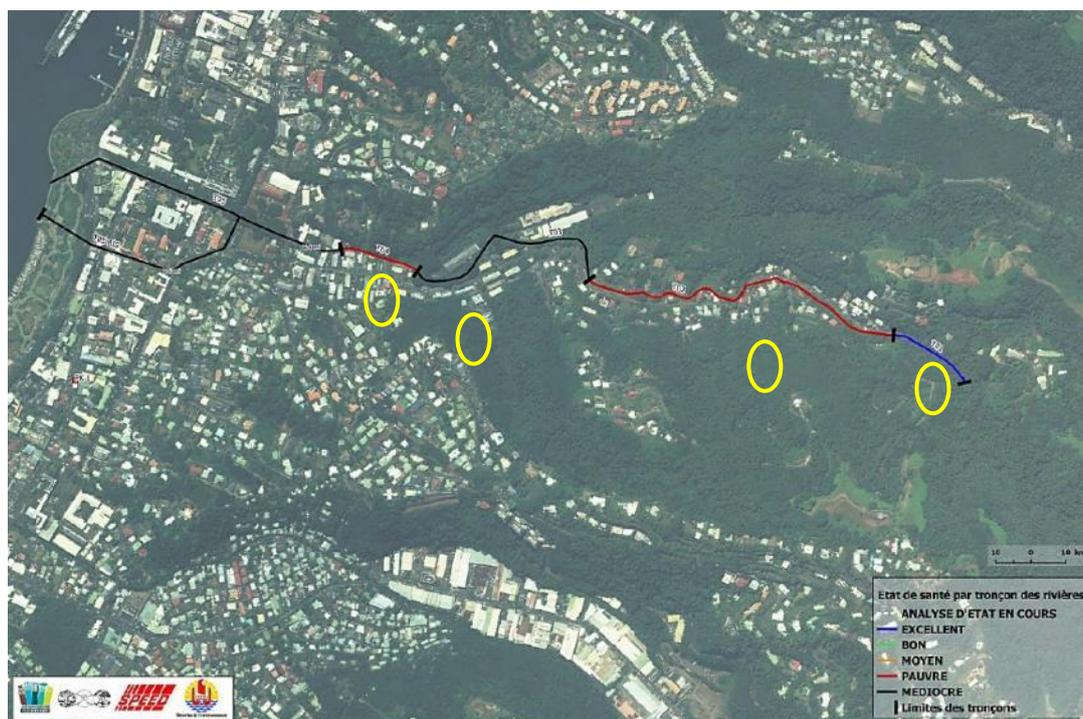
Réf (kg/m).....	8,7
linéaire (m) .....	5065
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>43,9</b>

ID Zone de déchets	Zone A	Zone B	Zone C	Zone D	Zone E	Zone F	Total estimé par type de déchets
Description	lit mineur et berges	lit mineur et berges	lit mineur et berges	lit mineur et berges	lit mineur et berges	lit mineur et berges	
linéaire	498	350	1772	345	1660	440	
surface estimée (largeur moy rivière 20 m + berges 5 m servitude de curage)	14940	10500	53160	10350	49800	13200	
type de déchets	DIB métalliques (Tôles, ferrailles, ...etc.) et déchets vertstroncs d'arbre Ø > 50 cm	DIB et déchets verts troncs d'arbre Ø > 50 cm	OM/DIB en mélange avec déchets verts	OM/DIB déchets métalliques en mélange avec déchets verts et spéciaux (batteries, huiles usées,...etc.)	OM/DIB en mélange avec déchets industriels		
estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	0,006	0,003	0,001	0,003	0,001	0,001	
volume total estimé (m3)	90	32	53	31	50	13	
<b>Estimation répartition au m3</b>							
OM/DIB (10%)	9	3	5	3	5	1	27
déchets inerte cat. 3 encombrants (65 ou 70%)	63	20	35	20	32	9	179
déchets verts (15%)	13	6	11	8	12	3	54
DIS (0 ou 5%)	0	0	0	2	2	1	5
<b>Estimation répartition à la tonne</b>							
OM/DIB (0,1)	0,9	0,3	0,5	0,3	0,5	0,1	2,7
déchets inerte cat. 3 encombrants (0,2)	12,5	4,1	6,9	4,0	6,5	1,7	35,8
déchets verts (0,1)	1,3	0,6	1,1	0,8	1,2	0,3	5,4
DIS (0,1)	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	
Tonnage estimé déchets par zone	14,8	5,0	8,5	5,1	8,2	2,2	<b>43,9</b>

## Lot 2 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Vaiami

La rivière Vaiami traverse la partie ouest de Papeete, il s'agit d'une zone fortement urbanisée où les pressions sur le cours d'eau sont nombreuses. Plusieurs types d'atteintes à la qualité de l'eau (AQE) ont été recensées, soit des déchets ménagers et des rejets d'eaux usées présents sur près de 3000m, (environ 70% du linéaire étudié). Compte tenu de la forte urbanisation du secteur, plusieurs ouvrages de franchissement sont présents et une partie du cours d'eau a été totalement chenalisée / recouverte (2 tronçons en aval). Ces éléments sont préjudiciables au cours d'eau à plusieurs niveaux (qualitatif et physique).

En ce qui concerne les déchets il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 2km réparti sur plusieurs zones de la vallée en rive gauche et droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés par les cercles jaunes sur le plan ci-dessous issu du diagnostic environnemental de 40 rivières, phase 2 du plan d'actions rivières SPEED/SAFEGE 2018.



Plan issu du diagnostic environnemental de 40 rivières, phase 2 du plan d'actions rivières SPEED/SAFEGE-2018

### **Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :**

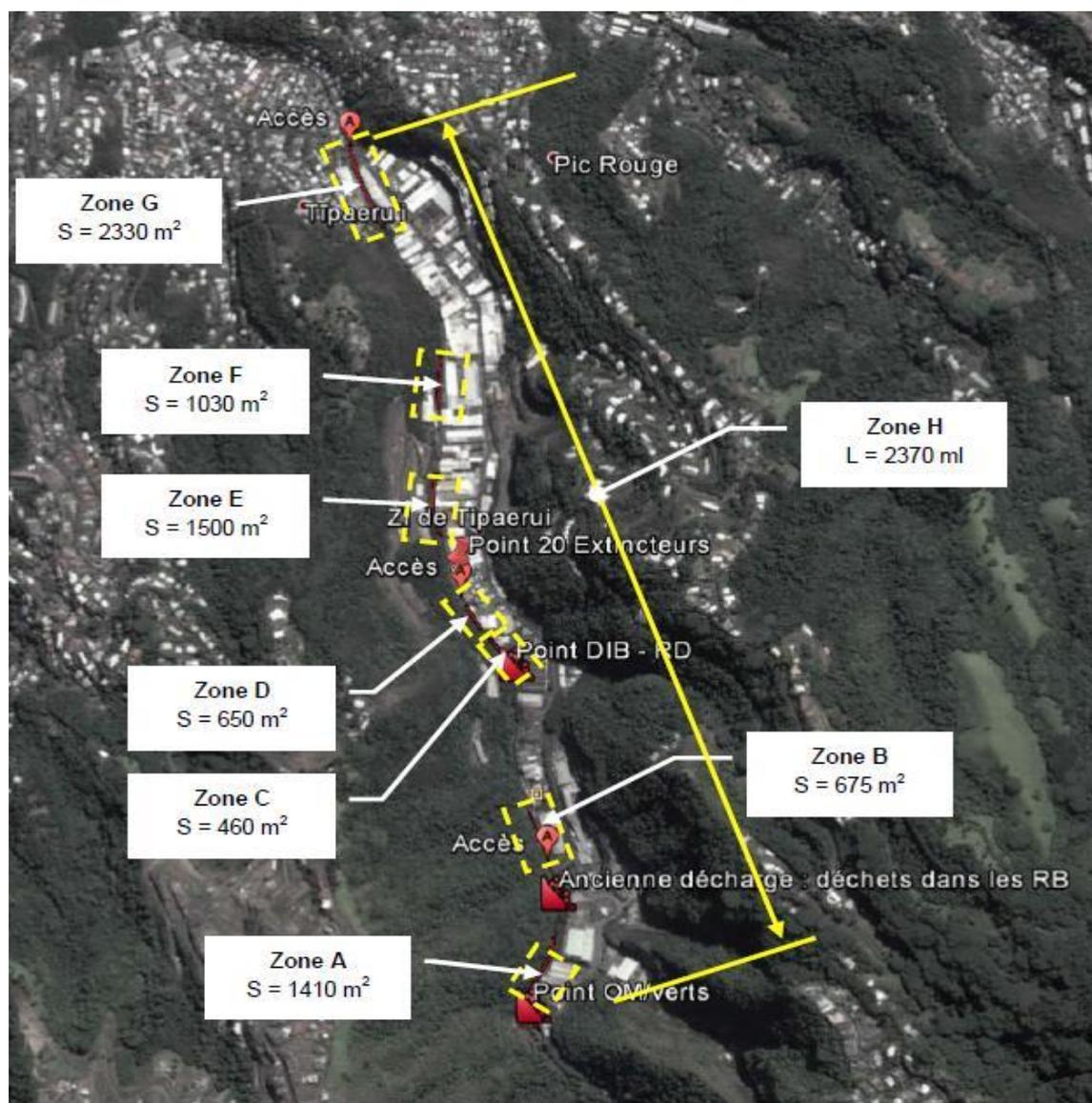
Le linéaire le plus pollué équivaut à 2km de la rivière Vaiami. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 4kg/m. (Cf. *Diagnostic environnemental de 40 rivières - phase 2 du plan d'actions rivières SPEED/SAFEGE - 2018 et retour d'expérience suite aux précédentes opérations de nettoyage des rivières de 2017-2018-2019*)

La répartition est la suivante :

<b>Réf (kg/m).....</b>	<b>4</b>
<b>linéaire (m) .....</b>	<b>2000</b>
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>8</b>
<b>OM/DIB (40%) en tonne</b>	<b>3,2</b>
<b>déchets inertes cat. 3 encombrants (35%) en tonne</b>	<b>2,8</b>
<b>déchets verts (25%) en tonne</b>	<b>2</b>

### Lot 3 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Tipaerui

La rivière de la Tipaerui se situe dans la commune de Papeete (à la limite de Faa'a) et comporte deux grandes zones (industrielle et urbaine). Des rejets et des déchets (industriels et domestiques) ont pu être observés sur la quasi-totalité du cours d'eau. Il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 1655m répartis sur plusieurs zones de la vallée et particulièrement en rive droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-après.



Plan gisement des déchets Tipaerui

#### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Les linéaires les plus pollués représentent 1,7km de la rivière Tipaerui. Sur ces linéaires, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 4,9kg/m.



La répartition est la suivante :

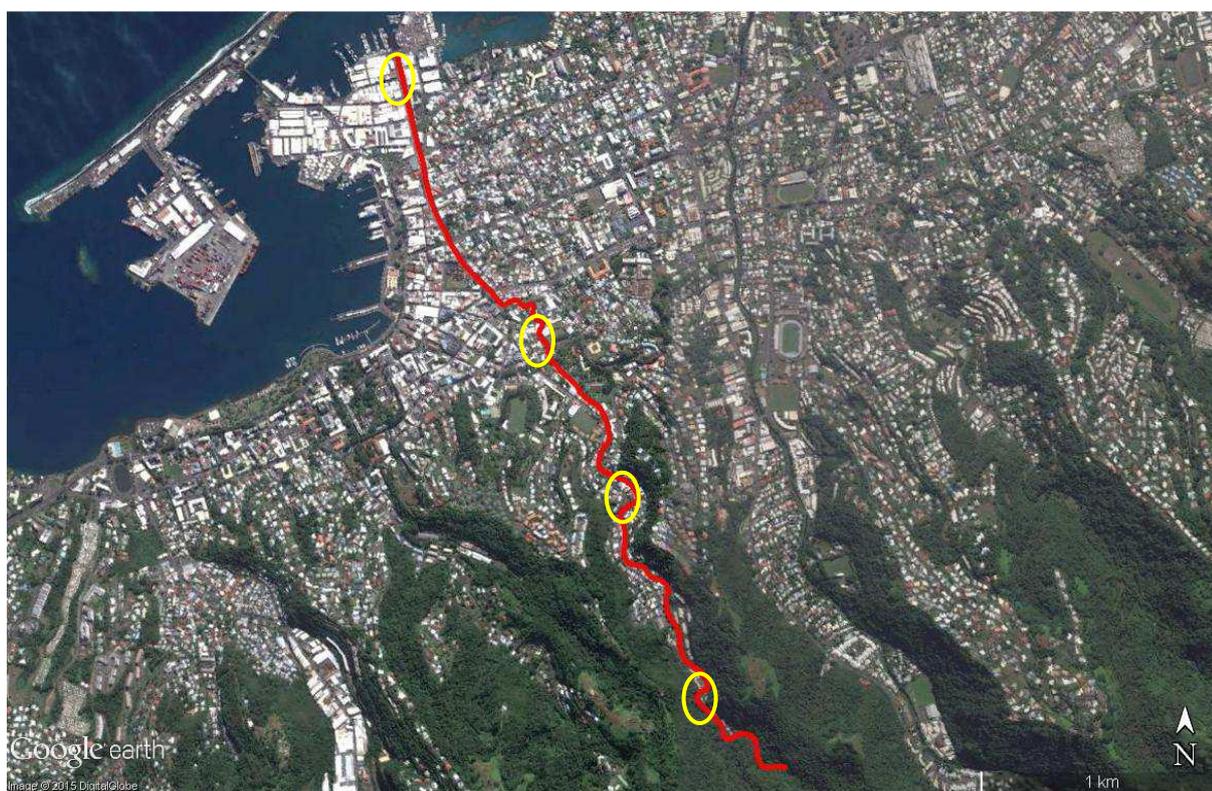
Réf (kg/m)..... 4,9  
 linéaire (m) ..... 1655  
 Masse totale en tonne..... 8,1

ID Zone de déchets	Zone A	Zone B	Zone C	Zone D	Zone E	Zone F	Zone G	Total estimé par type de déchets							
Description	lit mineur et berges	Berge rive droite	Berge rive droite	lit mineur et berges	Berge rive gauche et lit mineur	lit mineur	lit mineur								
linéaire	230	215	254	204	217	207	328								
surface estimée (largeur moy rivière 4m + berges 1 m)	1150	1075	1270	1020	1085	1035	1640								
type de déchets	Déchets verts	OM et déchets verts	OM/DIB en mélange avec déchets verts et DIS	OM/DIB en mélange avec déchets verts											
estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	0,010	0,009	0,009	0,008	0,010	0,008	0,008								
volume total estimé (m3)	12	10	11	8	11	8	13								
Estimation répartition au m3															
OM/DIB	0%	0	25%	2	35%	4	30%	2	40%	4,3	40%	3,3	50%	6,6	19
déchets inerte cat. 3 encombrants	50%	6	25%	2	50%	6	40%	3	20%	2,2	20%	1,7	30%	3,9	19
déchets verts	50%	6	50%	5	10%	1	25%	2	40%	4,3	40%	3,3	20%	2,6	23
DIS	0%	0	0%	0	5%	0,6	5%	0	0%	0,0	0%	0,0	0%	0,0	0
Estimation répartition à la tonne															
OM/DIB (0,1)	0	0,2	0,4	0,2	0,4	0,3	0,7	1,7							
déchets inerte cat. 3 encombrants (0,2)	1,2	0,5	1,1	0,7	0,4	0,3	1	4,2							
déchets verts (0,1)	0,6	0,5	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	2,1							
DIS (0,1)	0	0	0,06	0	0	0	0	0,1							
Tonnage estimé déchets par zone	1,7	1,2	1,7	1,1	1,3	1,0	1,7	<b>8,1</b>							

#### Lot 4 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Papeava

La rivière Papeava traverse le centre-ville de Papeete, il s'agit d'une zone fortement urbanisée où les pressions sur le cours d'eau sont nombreuses. Plusieurs types d'atteintes à la qualité de l'eau (AQE) ont été recensées, soit des déchets ménagers et des rejets d'eaux usées présents sur près de 3000m, (environ 70% du linéaire étudié). Ajouté à cela, des paramètres morphologiques dégradés qui se traduisent par un endiguement ou enrochement (atteintes à la configuration physique, ACP) systématiques au niveau des tronçons urbains, soit sur un linéaire similaire. Compte tenu de la forte urbanisation du secteur, plusieurs ouvrages de franchissement sont présents et une partie du cours d'eau a été totalement chenalisée / recouverte (tronçon n° 04). Ces éléments sont préjudiciables au cours d'eau à plusieurs niveaux (qualitatif et physique).

En ce qui concerne les déchets il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 2km réparti sur plusieurs zones de la vallée en rive gauche et droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés par les cercles jaunes sur le plan ci-dessous.



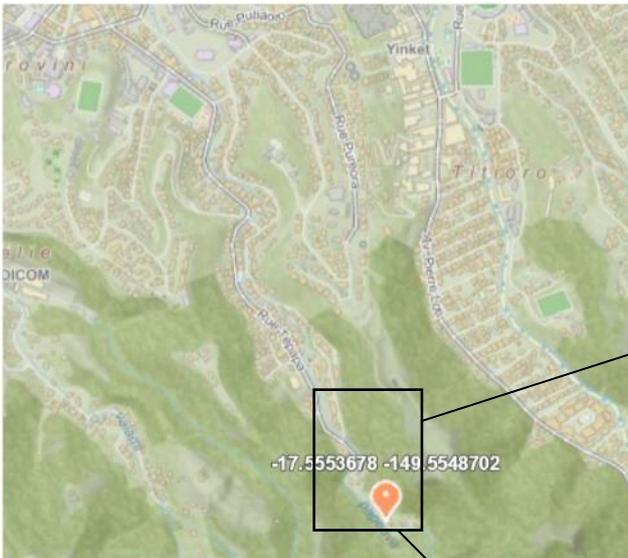
#### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Point 1 : Amont du lotissement Tepapa 3

- ▶ X (m) = 228791
- ▶ Y (m) = 8057181

Point 2 : Au droit du lotissement Tepapa 3

- ▶ X (m) = 228703
- ▶ Y (m) = 8057383



Le linéaire le plus pollué équivaut à 2km de la rivière Papeava. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 8kg/m.

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	8
linéaire (m) .....	2000
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>16</b>

OM/DIB (40%) en tonne	6,4
déchets inertes cat. 3 encombrants (35%) en tonne	5,6
Déchets verts (25%) en tonne	4

## Lot 5 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Piafau

La rivière Piafau se trouve dans la commune de Faa et est fortement urbanisée, sur tous les tronçons. En partie amont, il existe plusieurs décharges sauvages qui représentent des sources de pollution par la présence de macro déchets et un potentiel ruissellement ou infiltration des lixiviats. En ce qui concerne les déchets, il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 2km réparti sur plusieurs zones de la vallée en rive gauche et droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés sur les plans ci-dessous.



*Plan gisement des déchets Piafau – Amont Heiri et Teroma*



*Plan gisement des déchets Piafau – Aval école maternelle Piafau et embouchure canal de l'aéroport.*

**Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :**

**Point 1 :** En aval de la zone de l'école maternelle Teroma

Localisation

► X (m) = 223842,48

► Y (m) = 8055011,25



Le linéaire le plus pollué équivaut à 1,9km de la rivière Piafau. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 4,1kg/m.

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m) .....	4,1
linéaire (m) .....	1901
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>7,7</b>

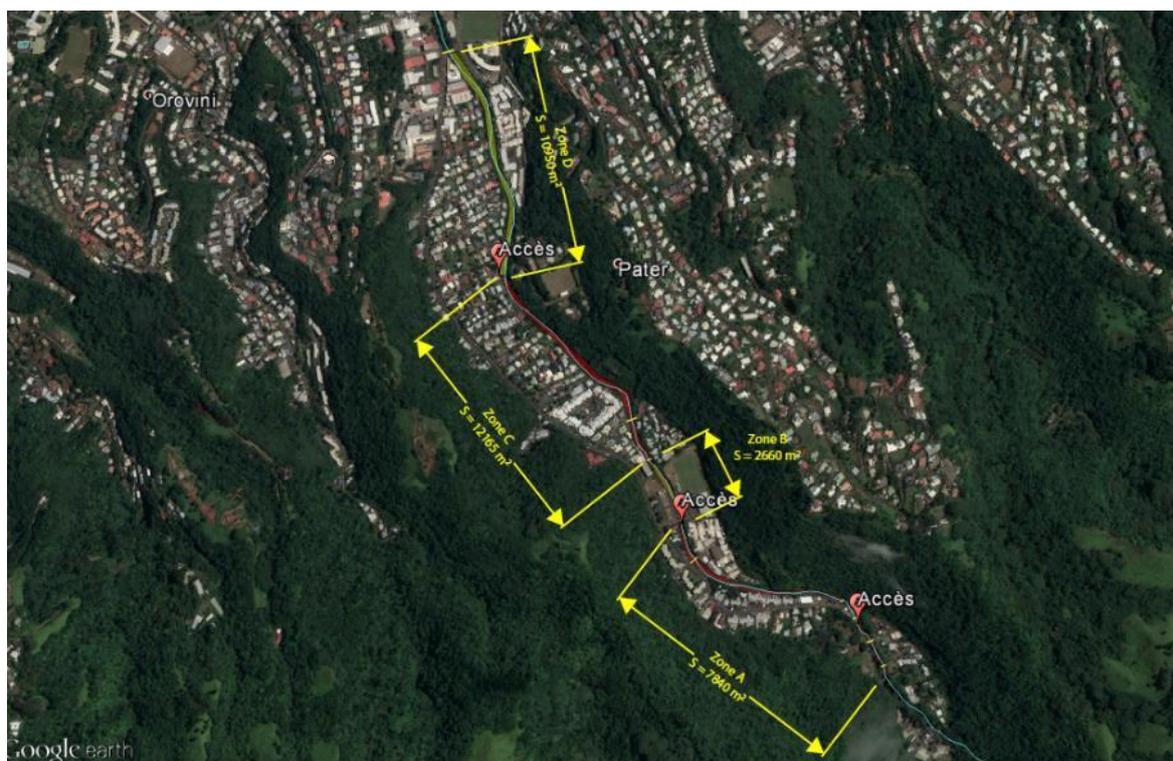
ID Zone de déchets	Zone A		Zone B		Zone C		Zone D		Zone E		Zone F		Total estimé par type de déchets
Description	lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		
linéaire	590		21		410		400		200		280		
surface estimée (largeur moy rivière 5 m + berges 5 m servitude de curage)	8850		315		6150		6000		3000		4200		
type de déchets	Déchets verts		OM et déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts et DIS		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		
estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	0,004		0,01		0,003		0,001		0,001		0,001		
volume total estimé (m <sup>3</sup> )	35		3,15		18		6		3		2		
<b>Estimation répartition au m<sup>3</sup></b>													
OM/DIB	0%	0	50%	2	33%	6	20%	1	40%	1,2	40%	0,8	5
déchets inerte cat. 3 encombrants	2%	1	0%	0	33%	6	20%	1	20%	0,6	20%	0,4	3
déchets verts	98%	35	50%	2	32%	6	60%	4	40%	1,2	40%	0,8	42
DIS	0%	0	0%	0	1%	0,2	0%	0	0%	0,0	0%	0,0	0
<b>Estimation répartition à la tonne</b>													
OM/DIB (0,1)	0		0,2		0,6		0,1		0,1		0,1		1,1
déchets inerte cat. 3 encombrants (0,2)	0,1		0		1,2		0,2		0,1		0,1		1,8
déchets verts (0,1)	3,5		0,2		0,6		0,4		0,1		0,1		4,8
DIS (0,1)	0,0		0,0		0,02		0		0		0		0,02
Tonnage estimé déchets par zone	3,6		0,3		2,4		0,7		0,4		0,3		<b>7,7</b>

## Lot 6 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Fautaua

La rivière Fautaua est la limite physique entre la commune de Pirae et de Papeete. Suivant les résultats du diagnostic, le tronçon qui devra être nettoyé présente un état de santé « Moyen ». Le tronçon est situé en amont de la zone industrielle de la vallée et jusqu'aux locaux de la Polynésienne des eaux, soit un linéaire d'environ 2,4km.

En ce qui concerne les déchets, il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 2420m répartis sur plusieurs zones de la vallée en rive gauche (Papeete) et droite (Pirae) du cours d'eau.

Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-dessous.



Plan gisement des déchets Fautaua

### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Le linéaire le plus pollué équivaut à 2,4km de la rivière Fautaua. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 10,5kg/m (Cf. *Étude du gisement des déchets menée par Labo TP 2019-2020*).



Photo Zone A



Photo Zone C

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	10,5
linéaire (m) .....	2420
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>25,4</b>

ID Zone de déchets	Zone A		Zone B		Zone C		Zone D		Total estimé par type de déchets
Description	lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges en rive droite		lit mineur et berges		
linéaire	820		190		720		690		
surface estimée (largeur moy rivière 6 m + berges 5 m servitude de curage)	9020		2090		7920		7590		
type de déchets	OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		
estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	0,008		0,015		0,008		0,006		
volume total estimé (m <sup>3</sup> )	72		31,35		63		46		
<b>Estimation répartition au m<sup>3</sup></b>									
OM/DIB	10%	7	70%	22	50%	32	20%	9	38
déchets inerte cat. 3 encombrants	10%	7	0%	0	40%	25	20%	9	16
déchets verts	80%	58	30%	9	5%	3	60%	27	94
DIS	0%	0	0%	0	5%	3,2	0%	0	3
<b>Estimation répartition à la tonne</b>									
OM/DIB (0,1)	1		2,2		3,2		0,9		7,0
déchets inerte cat. 3 encombrants (0,2)	1,4		0,0		5,1		1,8		8,3
déchets verts (0,1)	5,8		0,9		0,3		2,7		9,8
DIS (0,1)	0,0		0,0		0,32		0		0,32
Tonnage estimé déchets par zone	7,9		3,1		8,9		5,5		<b>25,4</b>

## Lot 7 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Hamuta

Les tronçons de la rivière à nettoyer correspondent à une partie de la zone en amont de la mairie de Pirae et de celui qui longe le lycée du Diadème sur un linéaire d'environ 3km au total. Suivant les résultats du diagnostic de 2015, ce tronçon présente un état de santé « Pauvre » avec des facteurs de dégradation liés à l'état du lit mineur, l'aménagement des berges et l'étendue de la végétation rivulaire.

L'accès au cours d'eau s'effectue uniquement à pied : Aucun accès possible pour les engins (pour chargement des déchets par exemple).

En ce qui concerne les déchets il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 1430m répartis, sur plusieurs zones de la rivière. Les sites à nettoyer sont représentés sur les plans ci-dessous.



Plan gisement des déchets Hamuta – Amont de la mairie de Pirae.



*Plan gisement des déchets Hamuta – Lycée du Diadème*

**Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :**

Le linéaire le plus pollué équivaut à 1,4km de la rivière Hamuta. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 3,4kg/m.

Une action en collaboration avec le lycée sera menée afin de sensibiliser les élèves à la problématique de la pollution des cours d'eau.

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	3,4
linéaire (m) .....	1430
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>4,9</b>

ID Zone de déchets	Zone A		Zone B		Zone C		Zone D		Total estimé par type de déchets
Description	lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		
linéaire	160		490		380		400		
surface estimée (largeur moy rivière 5 m + berges 5 m servitude de curage)	1600		4900		3800		4000		
type de déchets	OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		
estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	0,003		0,002		0,004		0,002		
volume total estimé (m3)	5		9,8		15		8		
<b>Estimation répartition au m3</b>									
OM/DIB	50%	2	50%	5	50%	8	50%	4	11
déchets inerte cat. 3 encombrants	30%	1,4	30%	3	30%	5	30%	2	7
déchets verts	20%	1,0	20%	2	20%	3	20%	2	5
DIS	0%	0	0%	0	0%	0,0	0%	0	0
<b>Estimation répartition à la tonne</b>									
OM/DIB (0,1)	0,2		0,5		0,8		0,4		1,9
déchets inerte cat. 3 encombrants (0,2)	0,3		0,6		0,9		0,5		2,3
déchets verts (0,1)	0,1		0,2		0,3		0,2		0,8
DIS (0,1)	0,0		0,0		0,00		0		0,00
Tonnage estimé déchets par zone	0,6		1,3		2,0		1,0		<b>4,9</b>

## Lot 8: Nettoyage des lits et des berges de la rivière Tefaaroa ou Pohaiatera

Les tronçons de la rivière à nettoyer correspondent à la zone habitée de la vallée Tefaaroa située sur la commune de Arue. Suivant le retour d'expérience de la Diren, ce tronçon présente un état de santé « Moyen » avec des facteurs de dégradation liés à l'état du lit mineur, l'aménagement des berges et l'étendue de la végétation rivulaire.

L'accès au cours d'eau s'effectue généralement à pied : Aucun accès possible pour les engins (pour chargement des déchets par exemple). En ce qui concerne les déchets, il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 1026m réparti sur plusieurs zones de la rivière.

Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-dessous.



*Plan gisement des déchets Pohaiatera – Vallée de Tefaaroa à Arue*

### **Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :**

Le linéaire le plus pollué équivaut à 1km de la rivière Pohaiatera. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 2,9kg/m.

Une action en collaboration avec la commune de Arue sera menée afin de sensibiliser les riverains à la problématique de la pollution des cours d'eau.

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	2,9
linéaire (m) .....	1026
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>3</b>

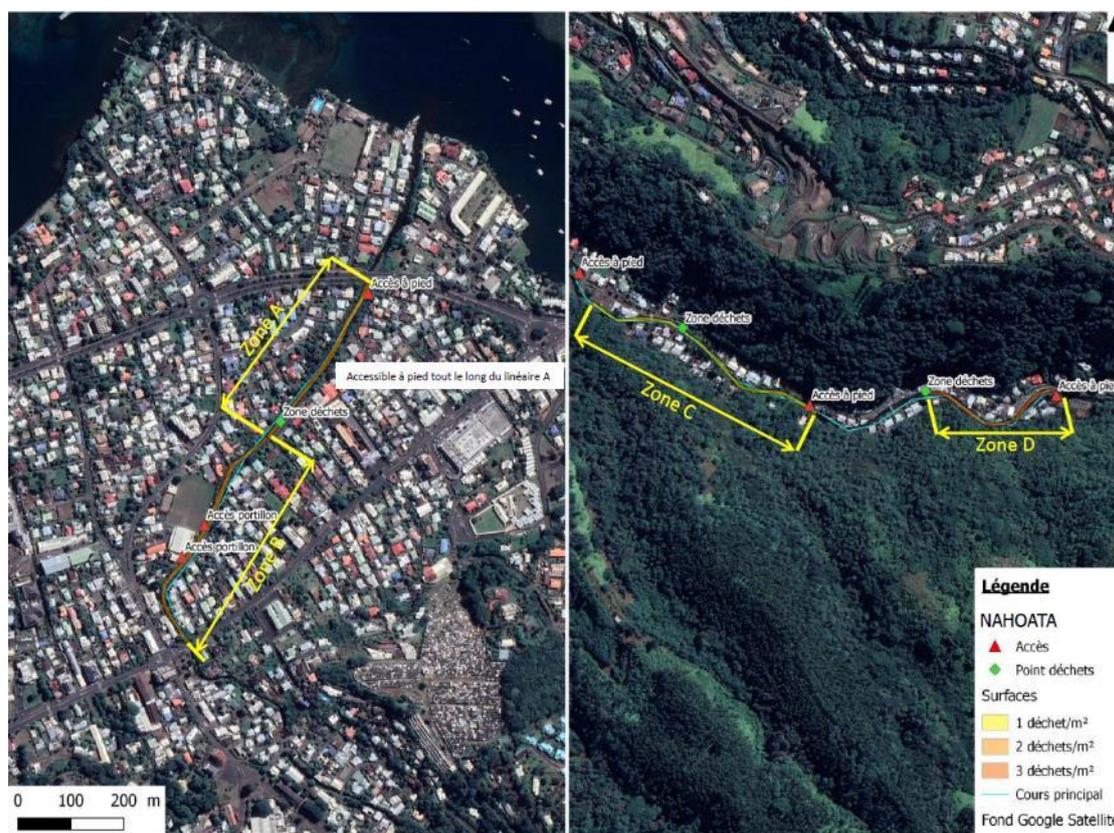
ID Zone de déchets	Zone A		Zone B		Zone C		Zone D		Total estimé par type de déchets
Description	lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		lit mineur et berges		
linéaire	316		212		234		264		
surface estimée (largeur moy rivière 5 m + berges 5 m servitude de curage)	3160		2120		2340		2640		
type de déchets	OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		OM/DIB en mélange avec déchets verts		
estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	0,002		0,002		0,003		0,002		
volume total estimé (m <sup>3</sup> )	6		4,24		7		5		
<b>Estimation répartition au m<sup>3</sup></b>									
OM/DIB	20%	1	50%	2	50%	4	50%	3	6
déchets inerte cat. 3 encombrants	30%	1,9	30%	1	30%	2	30%	2	5
déchets verts	50%	3,2	20%	0,8	20%	1	20%	1	5
DIS	0%	0	0%	0	0%	0,0	0%	0	0
<b>Estimation répartition à la tonne</b>									
OM/DIB (0,1)	0,1		0,2		0,4		0,3		1,0
déchets inerte cat. 3 encombrants (0,2)	0,4		0,3		0,4		0,3		1,4
déchets verts (0,1)	0,3		0,1		0,1		0,1		0,6
DIS (0,1)	0,0		0,0		0,00		0		0,00
Tonnage estimé déchets par zone	0,8		0,6		0,9		0,7		<b>3,0</b>

## Lot 9 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Nahoata

La rivière Nahoata se trouve dans la Commune de Pirae et est très contraint par les habitations et ses récents aménagements (canalisation de Nahoata en 2020), sur tous les tronçons. En partie amont, il y a plusieurs décharges sauvages qui représentent des sources de pollution par la présence de macro déchets et un potentiel ruissellement ou infiltration des lixiviats.

Dans la partie aval et "centre", l'anthropisation des lieux exerce une pression énorme sur le cours d'eau par sa canalisation (bétonnage des berges et du fond du lit de la rivière) et la présence de nombreux rejets et déchets domestiques dans le cours d'eau sur un linéaire d'environ 3000m, soit près de 30 % du linéaire étudié. (Cf. *Diagnostic environnemental de 40 rivières - phase 2 du plan d'actions rivières SPEED/SAFEGE - 2018*)

En ce qui concerne les déchets, il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 1600m réparti sur plusieurs zones de la vallée en rive gauche et droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-dessous.



Plan issu de l'étude du gisement des déchets menée par Labo TP octobre 2020

### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Le linéaire le plus pollué équivaut à 1,6km de la rivière Papeava. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 8,7kg/m (Cf. *Étude du gisement des déchets menée par Labo TP 2020*).

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	8,7
linéaire (m) .....	1600
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>13,9</b>

Tableau 07 - PV 20/1495\_419b0 - Estimation volumes et types déchets rivière Nahoata

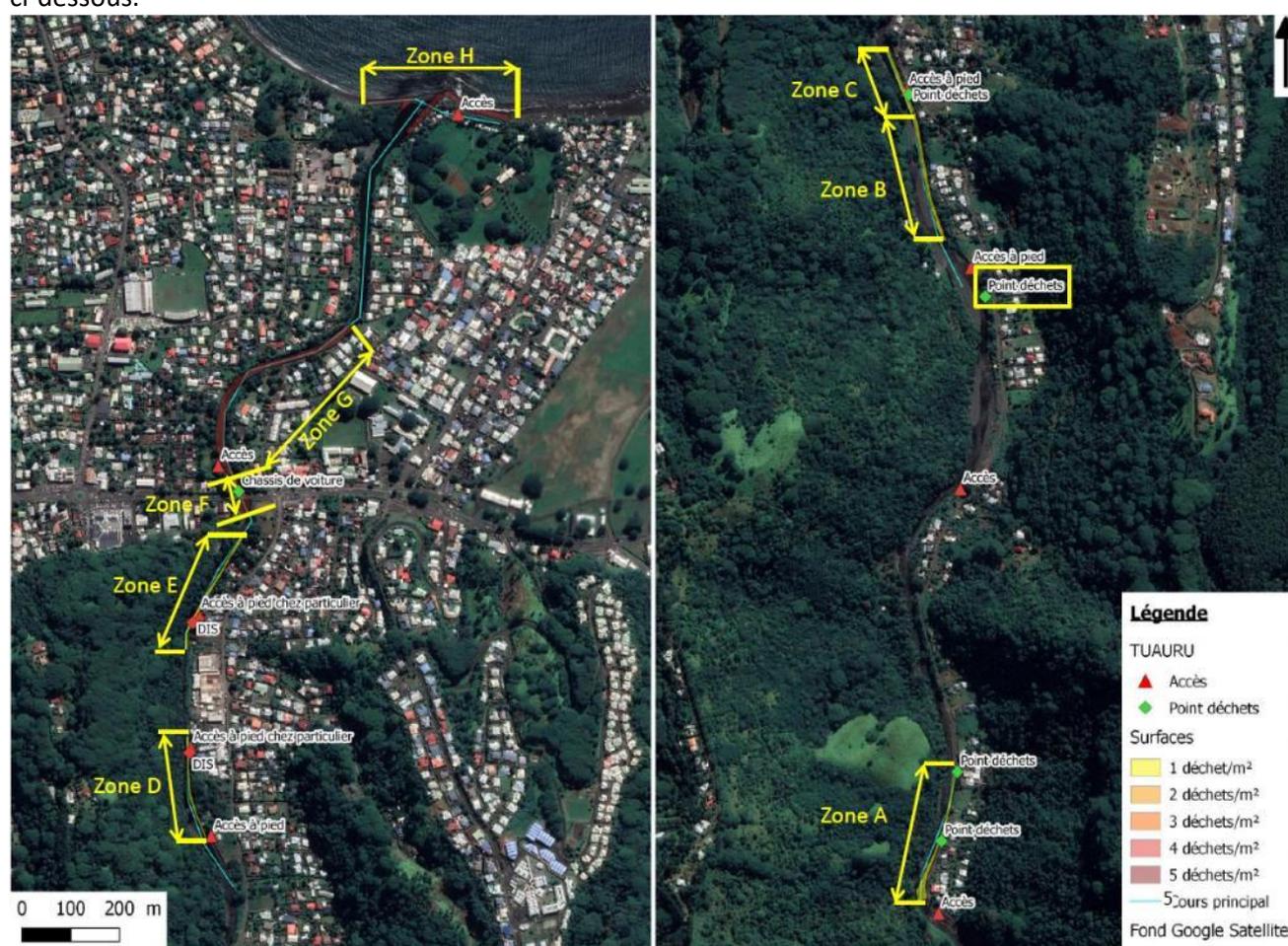
ID Zone de déchets	Zone A	Zone B	Zone C	Zone D	Total estimé par type de déchets				
Description	Lit mineur et berges	Lit mineur et berges	Lit mineur et berges	Lit mineur et berges					
Linéaire (m)	359	476	467	302					
Surface estimée (m²)	3349	3884	3359	2279					
Type de déchets	OM/DIB en mélange et déchets verts	OM et déchets verts	OM/DIB en mélange et déchets verts	OM/DIB en mélange et déchets verts					
Estimation nb déchets au m²	2	2	1	3					
Volume total estimé (m³)	6.7	11.7	3.6	6.8					
<b>Estimation répartition au m³</b>									
Déchets putrescibles catégorie 2	25%	1.7	20%	2.3	40%	1.4	30%	2.0	7.5 m³
Déchets inertes catégorie 3	25%	1.7	0%	0.0	10%	0.4	10%	0.7	2.7 m³
Déchets verts	50%	3.4	80%	9.4	50%	1.8	60%	4.1	18.6 m³
DIS	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0.0 m³
<b>Estimation répartition à la tonne</b>						<i>100%</i>			
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	1.0	1.4	0.9	1.2			4.5 T	
Déchets inertes catégorie 3	0.6	2.01	0.00	0.4	0.8			3.3 T	
Déchets verts	0.1	0.67	1.9	0.4	0.4	3.3		6.2 T	
DIS	0.2	0.0	0.0	0.00	0.0			0.00 T	
Tonnage estimé déchets par zone	3.69	3.3	1.7	5.7			13.9 T		
	Zone A	Zone B	Zone C	Zone D					
	"Production"	"Production"	"Dépôts par le cours d'eau et production"	"Dépôts par le cours d'eau et production"					

## Lot 10 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Tuauru

La Tuauru possède une vallée très étroite et dont la plaine alluviale s'élargit progressivement en allant vers l'aval du cours d'eau. Le lit majeur est principalement occupé par des habitations.

Toutefois, plusieurs sites apportant une pollution au cours d'eau ont été recensés à proximité de la rivière, tels que d'anciens sites de décharges, un élevage porcin des industries (installations classées pour l'environnement, ICPE). A noter également les interventions sur la morphologie du cours d'eau (atteintes à la configuration physique (ACP) du fait des travaux de curage réalisés sur un secteur en particulier avec création de merlons issus de ces chantiers et quelques enrochements éparpillés aux abords de certaines habitations. (Cf. *Diagnostic environnemental de 39 rivières - phase 1 du plan d'actions rivières Labo TP/BIOTEC - 2017*)

En ce qui concerne les déchets il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 2,1km réparti sur plusieurs zones de la vallée et particulièrement en rive droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-dessous.



Plan issu de l'étude du gisement des déchets menée par Labo TP octobre 2020

### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Le linéaire le plus pollué équivaut à 2,1km de la rivière Tuauru. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 23,3kg/m (Cf. *Étude du gisement des déchets menée par Labo TP 2020*).

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	23,3
linéaire (m) .....	2,1
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>49,8</b>

ID Zone de déchets	Zone A		Point déchets	Zone B		Zone C		
Description	Lit mineur et berges en rive droite		Berge rive droite	Lit mineur et berges rive droite		Lit mineur et berges rive droite		
Linéaire (m)	289		-	266		142		
Surface estimée (m <sup>2</sup> )	2635		Ponctuel	2758		1402		
Type de déchets	Déchets verts et DIB		DIB	Déchets verts		OM/DIB en mélange et déchets verts		
Estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	< à 1 + 2 points déchets		-	1		1		
Volume total estimé (m <sup>3</sup> )	2.6		4	2.8		1.4		
<b>Estim</b>								
Déchets putrescibles catégorie 2	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	40%	0.6
Déchets inertes catégorie 3	50%	1.3	100%	4.0	0%	0.0	30%	0.4
Déchets verts	50%	1.3	0%	0.0	100%	2.8	30%	0.4
DIS	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0
<b>Estimation répartition à la tonne</b>								
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	
Déchets inertes catégorie 3	0.2	0.52	1.60	0.0	0.0	0.0	0.2	
Déchets verts	0.1	0.4	1.04	0.0	0.6	0.0	0.1	
DIS	0.2	0.0	0.0	0.0	0.00	0.0	0.0	
Tonnage estimé déchets par zone	1.56		1.6	0.6	0.6			
	Zone A		Point déchets	Zone B		Zone C		
	"Dépôts par le cours d'eau et production"		"Production"	"Dépôts par le cours d'eau et production"		"Dépôts par le cours d'eau et production"		

ID Zone de déchets	Zone D		Zone E		Zone F		Zone G		Zone H		Total estimé par type de déchets	
Description	Lit mineur et berges rive droite		Lit mineur et berges rive droite		Lit mineur et berges		Lit mineur et berges		Trait de côte			
Linéaire (m)	222		285		87		479		362			
Surface estimée (m²)	1417		2283		1636		8032		4988			
Type de déchets	DIB, déchets verts et DIS (batteries)		OM/DIB en mélange, déchets verts et DIS (batteries)		OM/DIB en mélange, déchets verts et 1 châssis de voiture		OM/DIB en mélange et déchets verts		OM/DIB en mélange et déchets verts			
Estimation nb déchets au m²	<1		<1		5		5		5			
Volume total estimé (m³)	1.5		2.4		8.3		32.1		24.9			
<b>répartition au m³</b>												
Déchets putrescibles catégorie 2	0%	0.00	15%	0.4	40%	3.3	20%	6.4	25%	6.2	0.9 m³	
Déchets inertes catégorie 3	30%	0.45	15%	0.4	40%	3.3	20%	6.4	25%	6.2	6.5 m³	
Déchets verts	70%	1.05	70%	1.7	20%	1.7	60%	19.3	50%	12.5	7.3 m³	
DIS	<1%	0.1	<1%	0.1	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0.2 m³	
<b>Incertitude tonnage</b>											100%	
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	0.0	0.2		2.0		3.9		3.7		10.1 T	
Déchets inertes catégorie 3	0.2	0.2	0.1		1.3		2.6		2.5		9.0 T	
Déchets verts	0.1	0.4	0.8	0.4	1.3	0.4	1.3	0.4	15.4	0.4	10.0	30.6 T
DIS	0.2	0.04	0.04		0.00		0.00		0.00		0.08 T	
Tonnage estimé déchets par zone	1.04		1.74		4.65		21.83		16.2		49.8 T	
	Zone D		Zone E		Zone F		Zone G		Zone H			
	"Dépôts par le cours d'eau et production"		"Dépôts par le cours d'eau et production"		"Production"		"Dépôts par le cours d'eau et production"		"Production"			

## Lot 11 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Tiapa

La Tiapa possède un bassin versant étroit et allongé. Le développement urbain en basse vallée est plutôt restreint à quelques habitations et des bassins agricoles qui ont donné lieu à la réfection partielle des berges par endiguement ou protection.

Le cours d'eau situé au niveau de la plaine côtière est le plus dégradé avec une atteinte à la configuration physique (ACP) systématique jusqu'à la zone d'embouchure. Avec l'augmentation du tissu urbain vers l'aval, des rejets domestiques/voiries et déchets en lit mineur et majeur ont été observés le long du cours d'eau (atteintes à la qualité de l'eau, AQE), soit sur un linéaire d'environ 1 000m qui représente 28 % du linéaire étudié (Cf. *Diagnostic environnemental de 39 rivières - phase 1 du plan d'actions rivières Labo-TP/BIOTEC - 2017*)

En ce qui concerne les déchets il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 0,7km réparti sur plusieurs zones de la vallée et particulièrement en rive droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-dessous.



Plan issu de l'étude du gisement des déchets menée par Labo TP octobre 2022

### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Le linéaire le plus pollué équivaut à 0,7km de la rivière Tiapa. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 9,3 kg/m. (Cf. *Étude du gisement des déchets menée par Labo TP 2020*).

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m)..... 9,3  
 linéaire (m) ..... 0,7  
**Masse totale en tonne..... 6,3**

Tableau 08 - PV 20/1495\_419b0 - Estimation volumes et types déchets rivière Tiapa

ID Zone de déchets	Point déchets A		Point déchets B		Point déchets C		Point déchets D		Zone E		Zone F		Zone G		Total estimé par type de déchets
Description	Berge rive gauche		Berge rive gauche		Berge rive gauche		Berge rive gauche		Lit mineur et berges		Lit mineur et berges		Lit mineur et berges		
Linéaire (m)	-		-		-		-		164		389		124		
Surface estimée (m²)	Ponctuel		Ponctuel		Ponctuel		Ponctuel		803		1489		325		
Type de déchets	OM/DIB en mélange et déchets verts		DIB		OM et déchets verts		Déchets verts		OM/DIB et déchets verts, DIS (batterie)		OM et déchets verts		OM et déchets verts		
Estimation nb déchets au m²	-		-		-		-		2		4		2		
Volume total estimé (m³)	2		1		1.5		2		3.2		6.0		1.5		
<b>Estimation répartition au m³</b>															
Déchets putrescibles catégorie 2	40%	0.8	0%	0.0	30%	0.5	0%	0.0	25%	0.8	0%	0.0	50%	0.8	2.8 m³
Déchets inertes catégorie 3	20%	0.4	100%	1.0	0%	0.0	0%	0.0	25%	0.8	10%	0.6	0%	0.0	2.8 m³
Déchets verts	40%	0.8	0%	0.0	70%	1.1	100%	2.0	50%	1.6	90%	5.4	50%	0.8	11.6 m³
DIS	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	<1	0.1	0%	0.0	0%	0.0	0.1 m³
<b>Estimation répartition à la tonne</b>															<b>100%</b>
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	0.5	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.5	1.7 T	
Déchets inertes catégorie 3	0.2	0.2	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	1.1 T	
Déchets verts	0.1	0.4	0.64	0.00	0.4	0.84	0.40	0.32	1.08	0.2	0.2	0.2	0.2	3.4 T	
DIS	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.04	0.0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.04 T	
<b>Tonnage estimé déchets par zone</b>	<b>1.3</b>	<b>0.4</b>	<b>1.1</b>	<b>0.4</b>	<b>1.2</b>	<b>1.3</b>	<b>0.6</b>	<b>6.3 T</b>							
	Point déchets A	Point déchets B	Point déchets C	Point déchets D	Zone E	Zone F	Zone G								
	"Production"	"Production"	"Production"	"Production"	"Production"	"Production"	"Dépôts par le cours d'eau"								

## Lot 12 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Tiirahi

L'occupation du lit majeur par des habitations et zones agricoles concerne principalement la plaine côtière de la rivière Tiirahi. Dans ce secteur, le cours d'eau subit des pressions liées aux aménagements du lit, d'une part réalisée dans le cadre du curage mais aussi pour la protection ou l'endiguement des berges (atteintes à la configuration physique, ACP) sur un linéaire d'environ 1500m, soit 69 % du linéaire étudié.

Quelques rejets d'eaux pluviales associés à des déchets et macro-déchets entreposés sur les berges dégradent la qualité de l'eau (atteintes à la qualité de l'eau, AQE), sur un linéaire de 500m depuis l'embouchure, soit 23 % du linéaire étudié. (Cf. *Diagnostic environnemental de 40 rivières - phase 2 du plan d'actions rivières SPEED/SAFEGE - 2018*)

En ce qui concerne les déchets il est demandé d'intervenir sur un linéaire de 0,6km réparti sur plusieurs zones de la vallée et particulièrement en rive droite du cours d'eau. Les sites à nettoyer sont représentés sur le plan ci-dessous.



Plan issu de l'étude du gisement des déchets menée par Labo TP octobre 2020

### Points particuliers où les déchets sont présents en quantité importante :

Le linéaire le plus pollué équivaut à 0,6km de la rivière Tiirahi. Sur ce linéaire, il a été estimé une quantité de déchets par mètre de l'ordre de 6,5kg/m (Cf. *Étude du gisement des déchets mené par Labo TP 2020*).

La répartition est la suivante :

Réf (kg/m).....	6,5
linéaire (m) .....	0,6
<b>Masse totale en tonne.....</b>	<b>3,9</b>

Tableau 05 - PV 20/1495\_419b0 - Estimation volumes et types déchets rivière Tiirahi

ID Zone de déchets		Zone A	Zone B	Zone C	Total estimé par type de déchets
Description		Berges (principalement)	Berges (principalement) et bord de plage	Bord de plage	
Linéaire (m)		186	275	153	
Surface estimée (m <sup>2</sup> )		1474	2386	1156	
Type de déchets		OM et déchets verts			
Estimation nb déchets au m <sup>2</sup>		< à 1	< à 1	< à 1	
Volume total estimé (m <sup>3</sup> )		1.5	2.4	1.2	
<b>Estimation répartition au m<sup>3</sup></b>					
Déchets putrescibles catégorie 2	20%	0.3	0.5	0.2	1.0 m <sup>3</sup>
Déchets verts	80%	1.2	1.9	1.0	4.1 m <sup>3</sup>
<b>Estimation répartition à la tonne</b> <i>Incertitude tonnage</i> <span style="float: right;">100%</span>					
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	0.2	0.3	0.1	0.6 T
Déchets verts	0.4	1.0	1.5	0.8	3.3 T
<b>Tonnage estimé déchets par zone</b>		<b>1.20</b>	<b>1.8</b>	<b>0.9</b>	<b>3.9 T</b>
		Zone A	Zone B	Zone C	

## Lot 13 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Opunohu

Sur la Rivière Opunohu, 8 sites de déchets ponctuels sont à traiter pour un volume total estimé à 25,2 m<sup>3</sup>

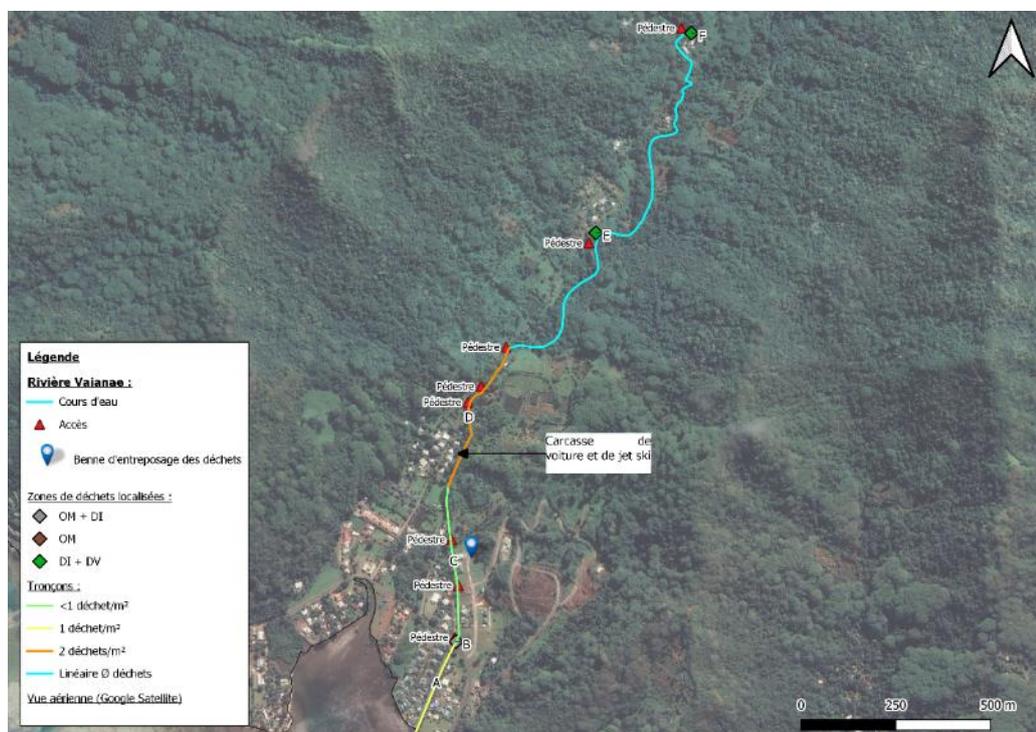


Le tableau ci-après caractérise les déchets qui sont majoritairement des déchets inertes de catégorie 3 et des déchets verts.

Tableau 01 - PV 22/1289_411b2 - Estimation volumes et types déchets - Rivière OPUNOHU																	
ID Zone de déchets	Point déchets A	Point déchets B	Point déchets C	Point déchets D	Point déchets E	Point déchets F	Point déchets G	Point déchets H	Total estimé par type de déchets								
Description	Berge rive gauche	Berge rive droite	Berge rive droite	Berge rive droite	Berge rive droite	Berge rive droite	Berge rive gauche	Berge rive droite									
Linéaire (m)	-	-	-	-	-	-	-	-									
Surface estimée (m²)	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel									
Type de déchets	DV	DI	DV + DI + OM + DIS (3 batteries) + D3E (écrans, TV) en mélange	DV + DI + OM + DIS	DV	DV	OM	DI (béton)									
Estimation nb déchets au m²	-	-	-	-	-	-	-	-									
Volume total estimé (m³)	2	0.5	6	4	5	5	0.2	2.5									
Estimation répartition au m³																	
Déchets putrescibles catégorie 2	0%	0.0	0%	0.0	5%	0.3	40%	1.6	0%	0.0	0%	0.0	100%	0.2	0%	0.0	2.1 m³
Déchets inertes catégorie 3	0%	0.0	100%	0.5	20%	1.2	40%	1.6	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	100%	2.5	5.8 m³
Déchets verts	100%	2.0	0%	0.0	40%	2.4	20%	0.8	100%	5.0	100%	5.0	0%	0.0	0%	0.0	15.2 m³
DIS + D3E	0%	0.0	0%	0.0	35%	2.1	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	2.1 m³
Estimation répartition à la tonne																	
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	0.0	0.0	0.18	1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	1.3 T
Déchets inertes catégorie 3	0.2	0.0	0.2	0.5	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.5	12.50	0.0	0.0	13.8 T
Déchets verts	0.1	0.40	0.00	0.4	1.92	0.16	1.00	0.4	4.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	7.5 T
DIS + D3E	0.2	0.0	0.0	0.8	0.0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.84 T
Tonnage estimé déchets par zone	0.4	0.2	3.4	1.8	1.0	4.0	0.1	12.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	23.4 T
	Point déchets A "Production"	Point déchets B "Production"	Point déchets C "Production"	Point déchets D "Production"	Point déchets E "Production"	Point déchets F "Dépôts par le cours d'eau"	Point déchets G "Production"	Point déchets H "Production"									

### Lot 14 : Nettoyage des lits et des berges de la rivière Vaianaë

Sur la Rivière Vaianaë, 3 tronçons et 3 sites ponctuels de déchets sont à traiter pour un volume total estimé à 21,8 m<sup>3</sup>.



Le tableau ci-après caractérise les déchets qui sont majoritairement des déchets verts puis des déchets putrescibles de catégorie 2.

Tableau 02 - PV 22/1289\_411b2 - Estimation volumes et types déchets - Rivière VAIANAE

ID Zone de déchets	Tronçon A	Point déchets B	Tronçon C	Tronçon D	Point déchets E	Point déchets F	Total estimé par type de déchets						
Description	Berges rives gauche et droite	Lit rivière	Lit rivière et berges	Lit rivière et berges	Berge rive droite	Berge rive droite							
Linéaire (m)	240	-	450	420	-	-							
Surface estimée (m <sup>2</sup> )	1640	Ponctuel	910	900	Ponctuel	Ponctuel							
Type de déchets	DV	DI	DV + DI	DV + OM + DI + 1 jet ski + 1 véhicule	DV + pneus	DV + pneus + D3E							
Estimation nb déchets au m <sup>2</sup>	1	-	<1	2	-	-							
Volume total estimé (m <sup>3</sup> )	3.3	0.5	1	10	3	4							
Estimation répartition au m <sup>3</sup>													
Déchets putrescibles catégorie 2	0%	0.0	0%	0.0	20%	0.2	30%	3.0	0%	0.0	0%	0.0	3.2 m <sup>3</sup>
Déchets inertes catégorie 3	0%	0.0	100%	0.5	0%	0.0	30%	3.0	0%	0.0	0%	0.0	3.5 m <sup>3</sup>
Déchets verts	100%	3.3	0%	0.0	80%	0.8	40%	4.0	50%	1.5	50%	2.0	11.6 m <sup>3</sup>
DIS + D3E ou pneus	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	0%	0.0	50%	1.5	50%	2.0	3.5 m <sup>3</sup>
densité Estimation répartition à la tonne								100%					
Déchets putrescibles catégorie 2	0.3	0.0	0.0	0.12	1.80	0.0	0.0	1.9 T					
Déchets inertes catégorie 3	0.2	0.0	0.2	0.0	1.2	0.0	0.0	1.4 T					
Déchets verts	0.1	0.66	0.00	0.16	0.80	0.30	0.40	2.3 T					
DIS + D3E	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	0.80	1.4 T					
Tonnage estimé déchets par zone	0.7	0.2	0.3	3.8	0.9	1.2	7.0 T						
	Tronçon A "Production"	Point déchets B "Production"	Tronçon C "Production"	Tronçon D "Production" et "Dépôts par le cours d'eau" - hors véhicule et jet ski	Point déchets E "Production"	Point déchets F "Production"							

## Partie 4 : GRILLE D'ÉVALUATION DES OFFRES

### 4.1 Compétences requises et pondération

L'évaluation des offres suit une procédure en deux temps : les **Offres Techniques** sont évaluées en premier lieu, avant toute ouverture et comparaison des **Offres Financières**.

Les compétences qui seront évaluées sont détaillées dans le cahier des charges figurant à la [partie 3](#).

La grille d'évaluation ci-dessous indique également le nombre maximum de points correspondant à chaque critère d'évaluation (exigence technique), ainsi que le coefficient ou la pondération attribué(e) à chaque critère dans le cadre de l'évaluation globale.

Le volet technique d'une offre, pour lequel sept cents (700) points peuvent être obtenus au maximum, est évalué selon les critères suivants.

**La note technique sera attribuée pour l'ensemble des lots.**

Critères d'évaluation	Pondération %	Nombre maximal de points
Expérience du candidat sur des projets similaires ou analogues	30%	180
Moyens humains (nombre, niveau de qualification, expérience) proposés au regard de la demande exprimée dans le cahier des charges	15%	90
Méthodologie prévue pour l'exécution de la prestation (mise en œuvre de chantiers en parallèle, modalités de préparation du chantier, de sécurisation des zones, d'intervention, de supervision et de contrôle interne)	20%	120
Moyens matériels proposés au regard de la demande exprimée dans le cahier des charges	15%	90
Disponibilité et planning prévisionnel	20%	120
<b>Nombre total de points</b>	<b>100%</b>	<b>600</b>
<b>Score de qualification</b>	<b>70%</b>	<b>420</b>

### 4.2 Évaluation financière

La note attribuée au volet financier de l'offre s'appuie sur l'analyse des coûts globaux de la réalisation des travaux ainsi que des avantages et des mesures incitatives d'ordre financier concédés à la CPS. Un maximum de 400 points est attribué à la proposition financière la plus intéressante et les autres offres financière (incluant les mesures incitatives financières) selon la formule ci-après :

$$\text{Résultats de l'offre financière} = (\text{prix le plus bas/prix de l'offre étudiée}) \times 400$$

**L'évaluation financière sera spécifique à chaque lot, en considérant le prix du lot évalué.**

## Partie 5 : FORMULAIRES DE SOUMISSION DE L'OFFRE

### Annexe 1 : LETTRE DE SOUMISSION

Madame, Monsieur,

Après avoir examiné les documents d'invitation à soumissionner, dont nous accusons réception par la présente, nous soussignés proposons de fournir les travaux requis pour le montant tel qu'il sera arrêté conformément à l'offre financière jointe à la présente soumission et faisant partie intégrante de celle-ci.

Nous reconnaissons que :

- la CPS peut, à tout moment, exercer chacun de ses droits énoncés dans les documents d'appel d'offres ;
- les déclarations, les avis, les projections, les prévisions et autres informations contenus dans les documents d'appel d'offres peuvent changer ;
- les documents d'appel d'offres ne sont qu'un résumé des conditions requises par la CPS et ne constituent en aucun cas une description exhaustive de ces dernières ;
- la présentation des documents d'appel d'offres, l'acceptation des soumissions ou la conclusion d'accords fondés sur lesdits documents ne signifient en aucun cas que des modifications significatives n'ont pas été apportées aux documents, par la CPS ou en son nom, depuis la date de leur élaboration ou de l'entrée en vigueur des informations qu'ils contiennent ; et que
- la CPS, ses représentants officiels, ses employés, ses conseillers et ses agents déclinent toute responsabilité, sauf celles prescrites par la loi et dans la limite requise par cette dernière, envers toute personne ou organisme du fait des pertes, dommages, coûts ou dépenses, quelle qu'en soit la nature, nés de toute représentation, avis, projections, prévisions ou déclarations, ou liés à ceux-ci, qu'ils soient implicites ou explicites, contenus ou omis dans les documents d'appel d'offres.

Nous nous engageons, si notre soumission est acceptée, à entreprendre et effectuer la livraison de l'ensemble des éléments figurant dans le contrat dans les délais impartis.

Nous sommes conscients que la CPS n'est pas tenue d'accepter les soumissions qu'elle reçoit et qu'un contrat ne sera contraignant qu'à l'issue des négociations finales sur la base des volets financier et technique proposés.

**Pour le soumissionnaire :** *[Insérez ici le nom de l'entreprise]*

Signature :

Nom du·de la représentant·e : *[Insérez ici le nom du·de la représentant·e]*

Fonction : *[Insérez ici la fonction du·de la représentant·e]*

Date : *[Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date]*

## Annexe 2 : DÉCLARATION DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

### INSTRUCTIONS À L'ATTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

Qu'est-ce qu'un conflit d'intérêts ?

Un conflit d'intérêts peut survenir du fait d'intérêts économiques ou commerciaux, d'affinités politiques, syndicales ou nationales, de liens familiaux, culturels ou sentimentaux, ou **de tout autre type de relation ou d'intérêt commun entre le soumissionnaire et une personne liée à l'autorité contractante** (membre du personnel de la CPS, consultant·e ou tout·e autre spécialiste ou collaborateur·rice mandaté·e par la CPS).

Un conflit doit toujours être déclaré

L'existence d'un conflit d'intérêts potentiel ou apparent n'empêche pas nécessairement le soumissionnaire concerné de prendre part à un processus d'achat. **Cependant, il est essentiel que les personnes concernées déclarent l'existence d'un tel conflit, afin de permettre à la CPS de prendre les mesures appropriées pour atténuer celui-ci et prévenir les risques associés.**

Les soumissionnaires sont donc invités à déclarer toute situation, tout fait ou tout lien qui pourrait générer, à leur connaissance, un conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent.

Un conflit peut et doit être déclaré à tout moment

Les conflits d'intérêts peuvent survenir à tout moment au cours du processus d'achat ou de l'exécution d'un contrat (par exemple en cas de nouveau partenaire dans le projet) ou du fait d'un changement intervenant dans la vie personnelle (par exemple un mariage, un héritage, une transaction financière, la création d'une entreprise). Si un tel lien est établi et pourrait être perçu par une personne raisonnable comme susceptible d'influencer une décision, une déclaration de la situation est nécessaire. En cas de doute, une situation de conflit doit être déclarée.

Un conflit doit être déclaré pour toute personne impliquée

Une déclaration doit être effectuée pour chaque personne impliquée dans la soumission (principal·e représentant·e du soumissionnaire, sous-traitants potentiels, consultant·e, etc.).

Non-déclaration

Si un conflit d'intérêts potentiel n'est pas déclaré, le soumissionnaire peut se voir refuser un contrat ou être inscrit par la CPS sur sa liste des fournisseurs non responsables.

## DÉCLARATION

Je soussigné-e [*nom du-de la représentant-e du soumissionnaire*], agissant au nom et pour le compte de l'entreprise [*nom de l'entreprise*], déclare que :

<input type="checkbox"/>	À ma connaissance, je ne me trouve pas dans une situation de conflit d'intérêts.
<input type="checkbox"/>	Il existe un conflit d'intérêts potentiel s'agissant de ma relation [ <i>sélectionnez le type de relation</i> ] avec [ <i>nom de la personne concernée</i> ] en sa qualité de [ <i>poste/fonction/lien personnel ou familial avec la personne concernée</i> ], bien qu'à ma connaissance, cette personne ne soit pas directement ou indirectement impliquée dans aucune étape du processus d'achat.
<input type="checkbox"/>	Il existe un conflit d'intérêts potentiel s'agissant de ma relation [ <i>sélectionnez le type de relation</i> ] avec [ <i>nom de la personne concernée</i> ] en sa qualité de [ <i>poste/fonction/lien personnel ou familial avec la personne concernée</i> ], cette personne étant, à ma connaissance, directement ou indirectement liée au processus d'achat.
<input type="checkbox"/>	À ma connaissance, une autre situation pourrait potentiellement créer un conflit d'intérêts : [ <i>Décrivez la situation qui pourrait constituer un conflit d'intérêts</i> ]

En outre, je m'engage à :

- déclarer sans délai à la CPS toute situation constituant un potentiel conflit d'intérêts ou susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêts ;
- ne pas octroyer, solliciter, obtenir ou accepter un avantage, qu'il soit financier ou en nature, à ou de la part de toute personne si ledit avantage constitue une pratique déloyale ou une tentative de fraude ou de corruption, de manière directe ou indirecte, ou représente une forme de gratification ou de récompense liée à l'attribution du contrat ;
- fournir des informations exactes, exhaustives et de bonne foi à la CPS en lien avec le présent processus d'achat.

Je reconnais que je et/ou mon entreprise et/ou mes associés qui soumettent de manière conjointe et solidaire une offre dans le cadre de **l'appel d'offres RFP22-4768** peux/peut/peuvent faire l'objet de sanctions, par exemple être inscrit(s) sur la liste de fournisseurs non responsables de la CPS, s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été données.

**Pour le soumissionnaire :** [*Insérez ici le nom de l'entreprise*]

Signature :

Nom du-de la représentant-e : [*Insérez ici le nom du-de la représentant-e*]

Fonction : [*Insérez ici la fonction du-de la représentant-e*]

Date : [*Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date*]

### Annexe 3 : INFORMATIONS SUR LE SOUMISSIONNAIRE ET DILIGENCE RAISONNABLE

Merci de bien vouloir compléter le questionnaire ci-après et de fournir les pièces justificatives demandées, le cas échéant.

INFORMATIONS SUR LE FOURNISSEUR			
Êtes-vous déjà enregistré comme fournisseur auprès de la CPS ?			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>1. Veuillez fournir des informations sur votre établissement.</b>			
Nom de l'entité	[Indiquez le nom de la société]	Adresse	[Indiquez l'adresse]
Directeur-riche/PDG	[Indiquez le nom de la personne dirigeant l'établissement]	Fonction	[Indiquez la fonction de la personne dirigeant l'établissement]
Numéro d'immatriculation/de licence de l'entreprise	[Indiquez le numéro d'immatriculation/de licence de la société (ou numéro d'identification fiscale)]		
Date d'immatriculation	[Indiquez la date d'immatriculation de la société]		
Pays d'immatriculation	[Indiquez le pays d'immatriculation de la société]		
Statut de l'entité :			
<input type="checkbox"/> Établissement à but lucratif (société) <input type="checkbox"/> ONG <input type="checkbox"/> Organisation internationale <input type="checkbox"/> Organisme gouvernemental <input type="checkbox"/> Université <input type="checkbox"/> Association <input type="checkbox"/> Institut de recherche <input type="checkbox"/> Autre : [précisez]			
<b>2. Veuillez fournir la documentation pertinente pour appuyer et vérifier l'existence légale de l'entité, l'autorité de son responsable et son adresse, telle que :</b>			
<input type="checkbox"/> Document de délégation de pouvoir ou de procuration <input type="checkbox"/> Certificat d'immatriculation/licence <input type="checkbox"/> Statuts (associations) <input type="checkbox"/> Facture de téléphone, d'eau ou d'électricité au nom de l'établissement <input type="checkbox"/> Relevé d'identité bancaire au nom de l'établissement			
<b>3. Combien d'employés comptent votre société et ses filiales ?</b>	[Indiquez la réponse]		
<b>4. Disposez-vous d'une assurance professionnelle contre tout risque pour vos employés, vos sous-traitants, vos biens et vos équipements ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si « Non », de quel type d'assurance disposez-vous ?	[Indiquez la réponse]		
<b>5. Êtes-vous à jour de vos obligations de paiement en matière fiscale et de sécurité sociale ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si « Non », merci d'expliquer votre situation	[Expliquez]		
<b>6. Votre établissement est-il régulé par une autorité nationale ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si « Oui », merci d'en indiquer le nom :	[Insérez le nom de l'autorité de régulation nationale]		
<b>7. Votre établissement est-il une entreprise publique ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
<b>8. Votre établissement dispose-t-il d'un rapport annuel accessible au public ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Veuillez envoyer à la CPS vos états financiers vérifiés des 3 derniers exercices financiers si vous en disposez			

DILIGENCE RAISONNABLE			
<b>9. Votre établissement a-t-il des filiales et/ou des succursales étrangères ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si vous avez répondu « Oui » à la question précédente, veuillez indiquer s'il possède les antennes suivantes :			
• Siège, et succursales nationales	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
• Filiales nationales	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	

• Succursales étrangères	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non			
• Filiales étrangères	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non			
<b>10. Votre établissement fournit-il des services financiers à des clients réputés à haut risque, notamment, mais pas seulement :</b>					
Institutions financières étrangères	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Casinos	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Activités nécessitant beaucoup d'espèces	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Instances gouvernementales étrangères	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Personnes physiques non résidentes	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Prestataires de services monétaires	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autres, veuillez préciser :	[Précisez]				
<b>11. Si vous avez coché « oui » pour l'une des catégories énumérées à la question 10, les politiques et procédures de votre établissement indiquent-elles précisément comment atténuer les risques éventuels liés à ces types de clients ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez expliquer de quelle manière :				[Expliquez]	
<b>12. Votre établissement dispose-t-il d'une politique écrite, de dispositifs de contrôle et de procédures raisonnablement conçus pour prévenir et déceler les activités de fraude, de corruption, de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », merci de bien vouloir transmettre votre politique (en anglais) à la CPS.					
Si « Non », quelle procédure a été mise en place au sein de votre établissement pour prévenir et déceler les activités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ?				[Indiquez la réponse]	
<b>13. Votre établissement dispose-t-il d'un responsable de la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez indiquer ses coordonnées :				[Indiquez le nom et les coordonnées de la personne en question]	
<b>14. Votre établissement ou l'un-e des directeur-rices ou PDG, ancien-nés ou actuel-les, a-t-il/elle déjà été déclaré-e en faillite ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », merci de donner plus de détails :				[Précisez]	
<b>15. Votre établissement ou l'un-e des directeur-rices ou PDG, ancien-nés ou actuel-les, a-t-il/elle déjà fait l'objet d'une enquête ou d'une mesure coercitive d'ordre pénal ou réglementaire pour non-respect de lois et règlements, notamment sur le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », merci de donner plus de détails :				[Précisez]	

## RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)

<b>16. Votre établissement dispose-t-il d'une politique écrite, de dispositifs de contrôle et de procédures pour concrétiser ses engagements en matière de RSE ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », merci de bien vouloir transmettre votre politique (en français ou en anglais) à la CPS.					
Si « Non », quel dispositif a été mis en place au sein de votre établissement pour garantir votre responsabilité sociale et environnementale ?				[Indiquez la réponse]	
<b>Vos politique ou procédures couvrent-ils les domaines suivants ?</b>					
<input type="checkbox"/> Protection de l'enfance <input type="checkbox"/> Droits de la personne <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Inclusion sociale <input type="checkbox"/> Harcèlement sexuel, violences sexuelles ou exploitation sexuelle <input type="checkbox"/> Responsabilité environnementale					
Veuillez décrire les principales actions que vous avez entreprises dans ces domaines :				[Indiquez la réponse]	
<b>17. Votre établissement dispose-t-il d'un responsable en charge de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) ?</b>				<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Si oui, veuillez indiquer ses coordonnées :	[Indiquez le nom et les coordonnées de la personne en question]
---------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

PIECES JOINTES A FOURNIR (le cas échéant)	
• Certificat d'immatriculation/licence	<input type="checkbox"/>
• Relevé d'identité bancaire	<input type="checkbox"/>
• Preuves de l'adresse de l'entité et de l'autorité du dirigeant	<input type="checkbox"/>
• États financiers audités des trois derniers exercices	<input type="checkbox"/>
• Politique de lutte contre la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	<input type="checkbox"/>
• Politique RSE	<input type="checkbox"/>

Je déclare que les informations fournies ci-dessus sont, à ma connaissance, vraies, correctes et exhaustives, et que les pièces justificatives transmises sont authentiques et ont été obtenues légalement auprès de l'autorité compétente.

Je déclare qu'aucun fonds reçu par mon entreprise ou devant lui être versé ne sera utilisé dans le cadre d'activités criminelles, notamment pour financer le terrorisme ou blanchir de l'argent.

En envoyant la présente déclaration à la CPS, j'accepte que mes informations professionnelles et personnelles soient utilisées par la CPS à des fins de diligence raisonnable. Je comprends et accepte également que la CPS traite toute information personnelle reçue en lien avec mon offre conformément à sa [Politique de protection des renseignements personnels](#) et aux [Directives relatives au traitement des renseignements personnels des soumissionnaires et des demandeurs de subventions](#).

<p><b>Pour le soumissionnaire :</b> [Insérez ici le nom de l'entreprise]</p> <p>Signature :</p> <p>Nom du·de la représentant·e : [Insérez ici le nom du·de la représentant·e]  Fonction : [Insérez ici la fonction du·de la représentant·e]  Date : [Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date]</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Annexe 4 : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE TECHNIQUE

Merci de joindre à ce formulaire les documents suivants pour étayer votre proposition :

- Une présentation du soumissionnaire **en 3 pages maximum**, incluant ses références sur des prestations similaires et ses qualités au regard de la prestation attendue.
- Une note méthodologique **en 6 pages de narratif maximum (+1 annexe)**, intégrant :
  - La méthodologie mise en œuvre pour assurer la réalisation des différents lots en simultanée
  - Les modalités de préparation du chantier, de sécurisation des zones, d'intervention, de supervision et de contrôle interne
  - Le calendrier de réalisation des travaux (périodes et délais d'exécution)
  - Le tableau de synthèse en **Annexe** détaillant par lot :
    - Les moyens matériels mis en œuvre
    - Les moyens humains déployés
    - La durée de l'intervention comprenant les phases de mobilisation / démobilisation
- Les CVs non nominatifs du personnel qui interviendrait pour la prestation (**2 pages maximum par intervenant**)

Exigences techniques	
Critères d'évaluation	Réponse du soumissionnaire
<b>Expérience et personnel désigné/sous-traitants</b>	
<b>Expérience du candidat sur des projets similaires ou analogues :</b>	<b>Expérience :</b>
	<i>[Donnez des détails sur l'expérience requise]</i>
	<b>Coordonnées de trois références</b>
	1. Nom du client : <i>[Indiquez le nom du client 1]</i>
	Nom du contact : <i>[Indiquez le nom du contact]</i>
	Coordonnées : <i>[Indiquez les coordonnées du contact]</i>
	Montant du contrat : <i>[Indiquez le montant du contrat]</i>
	2. Nom du client : <i>[Indiquez le nom du client 2]</i>
	Nom du contact : <i>[Indiquez le nom du contact]</i>
	Coordonnées : <i>[Indiquez les coordonnées du contact]</i>
	Montant du contrat : <i>[Indiquez le montant du contrat]</i>
	3. Nom du client : <i>[Indiquez le nom du client 3]</i>
	Nom du contact : <i>[Indiquez le nom du contact]</i>
	Coordonnées : <i>[Indiquez les coordonnées du contact]</i>
Montant du contrat : <i>[Indiquez le montant du contrat]</i>	
<b>Personnel</b>	<b>Informations concernant le personnel/les sous-traitants</b>
	Nombre, niveau de qualification et expérience du responsable : <i>[Donnez des détails sur l'expérience du/de la responsable]</i>
	Nombre, niveau de qualification <i>[Donnez des détails sur l'expérience des consultants]</i>

	et expérience des intervenants :	
	[Etc.]	[Donnez des détails sur l'expérience des autres personnels/sous-traitants]

**Pour le soumissionnaire :** *[Insérez ici le nom de l'entreprise]*

Signature :

Nom du·de la représentant·e : *[Insérez ici le nom du·de la représentant·e]*

Fonction : *[Insérez ici la fonction du·de la représentant·e]*

Date : *[Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date]*

## Annexe 5 : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIÈRE

L'évaluation financière sera spécifique à chaque lot, en considérant le prix du lot détaillé dans le bordereau de prix en format Excel (Annexe 6)..

Le bordereau de prix doit impérativement être rempli suivant les instructions ci-après :

- **Partie Travaux** : Saisir les prix unitaires HT et TTC. Le prix total TTC et les montants totaux par lot sont calculés automatiquement.
- **Partie Autres frais** : Saisir les quantités, prix unitaires HT et TTC. Le prix total TTC et les montants totaux par lot sont calculés automatiquement.

Aucun paiement ne sera effectué pour des éléments de l'offre dont le prix n'est pas mentionné explicitement dans l'offre financière. Ces éléments sont considérés comme couverts dans l'offre financière globale du soumissionnaire.

Le soumissionnaire doit également indiquer toute condition particulière se rapportant au montant indiqué dans l'offre ou aux modalités de paiement.

La proposition financière doit être soumise en XPF et toutes taxes comprises (TTC) conformément à la législation applicable. Toutefois, le montant final du marché attribué peut être versé au soumissionnaire retenu en TTC ou HT, en fonction des exonérations fiscales dont bénéficie la CPS dans les États et Territoires membres en sa qualité d'organisation intergouvernementale.

**Le Prix global de l'offre (en chiffres et en lettres) est à mentionner clairement en XPF et toutes taxes comprises (TTC) :** *[Insérez ici le montant total]*

Pour toutes demandes de modifications du bordereau de prix ou de clarifications merci d'adresser vos demandes à l'adresse suivante : [procurement@spc.int](mailto:procurement@spc.int)

**Pour le soumissionnaire :** *[Insérez ici le nom de l'entreprise]*

Signature :

Nom du/de la représentant·e : *[Insérez ici le nom du/de la représentant·e]*

Fonction : *[Insérez ici la fonction du/de la représentant·e]*

Date : *[Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date]*